

Annexe F : Template - Dossier complet

DEMANDE DE FINANCEMENT DE PROJET DANS LE DOMAINE DE LA CONSOLIDATION DE LA SOCIETE

NOM DU PROJET: RÉPONDRE AUX BESOINS CRITIQUES DE VSGB EXACERBÉS PAR LE COVID-19 DANS LES COMMUNAUTÉS DE KAYES

MONTANT DEMANDÉ : 1,000,000 euros

DURÉE : 24 mois

DATE D'INTRODUCTION : 8 SEPTEMBRE 2020

1. Organisation

- nom complet: Plan International Belgique
- abréviation: Plan Belgique
- statut juridique: Association Sans But Lucratif.
- adresse officielle: Galerie Ravenstein 3B5 – 1000 Bruxelles
- adresse pour la correspondance (si différente de l'adresse officielle): N/A
- représentante (nom et fonction): Heidy Rombouts, National Director
- site Internet: www.planinternational.be
- personne de contact: François Defourny, <francois.defourny@planinternational.be>
- téléphone: +32 497 382638

2. Données bancaires

- nom de la banque: BNP Paribas Fortis
- adresse de la banque: Generaal Meiserplein 9, 1030 Schaarbeek, Belgium
- numéro de compte / IBAN (UE): BE86 2900 2855 0050
- titulaire: Plan International Belgie VZW
- BIC / SWIFT: GEBABEBB
- référence à indiquer lors des paiements: MLI100-SGBVCOVID

3. Motivation (Pertinence)

Contexte. Le Mali est confronté à une urgence humanitaire complexe depuis 2012, puisque sa population est affectée par une succession de crises alimentaires qui affaiblissent les moyens de subsistance des familles les plus pauvres. Cette vulnérabilité est renforcée par des conflits politiques et intercommunautaires qui exacerbent des vulnérabilités préexistantes dans le pays. L'apparition du Covid-19 (C19) a contribué à aggraver cette situation. Au 4/09/2020, le Mali comptait 2,802 cas de C19 cumulés dont 126 décès, au sein de 9 régions et 36 districts sanitaires touchés. Les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao, Kidal, Tombouctou et le district de Bamako sont affectées (C19 Report de Situation). La ville de Bamako constitue le foyer principal de la pandémie avec 78% des cas confirmés du pays. Elle est respectivement suivie de Koulikoro avec 10%, Kayes et Gao avec 3%. En raison de restrictions à la circulation y compris la fermeture d'écoles (sauf pour les étudiants en examen), un couvre-feu et la limitation du nombre de personnes lors des rassemblements, les mécanismes de protection des femmes et des filles ont été affaiblis.

Exposé du problèmes – risques accrus de VSBG en raison de COVID-19: Avant l'apparition de la C19 au Mali, les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) étaient répandues, systémiques et culturellement ancrées. Les normes sociales délétères concernant la place des femmes et des filles dans la société, l'accès limité aux services adéquats, la déscolarisation massive des enfants et notamment des filles, la perte des moyens de subsistance des ménages les contraignant à l'adoption de stratégies d'adaptation négatives sont autant de facteurs qui contribuent à un niveau important de violences domestiques, d'exploitation, d'abus sexuels, de mariage et de trafics d'enfants. D'après l'Enquête Démographique et de Santé EDS 2018, 45 % des femmes de 15-49 ans ont subi des actes de violence physique ou sexuelle et la moitié des femmes (49 %) de 15-49 ans en union ou en rupture d'union ont subi à n'importe quel moment des actes de violence émotionnelle, physique et ou sexuelle. Parmi les femmes qui ont subi des violences physiques ou sexuelles, 68 % n'ont jamais recherché d'aide et n'en ont jamais parlé à personne. Le Plan de

[réponse humanitaire \(PRH\) COVID-19 Mali](#) cible 3,8 millions de personnes touchées par le C19, directement ou à travers les mesures de restriction. Les besoins critiques et vulnérabilités comprennent les risques pour les filles et les femmes qui sont plus exposés au risque d'augmentation des VSBG, en raison de leur rôle dans la société, de leur dépendance et vulnérabilité et des risques accrus de violences dans la sphère domestique. Selon les résultats de l'étude qualitative réalisée par UNFPA en mai 2020 sur [l'Impact de la C19 sur les VBG au Mali](#), les experts des structures participantes ont déclaré de manière unanime qu'il existe un lien entre les VBG et le COVID-19. En lien avec le contexte socioculturel du Mali et une connaissance des prévalences en situation normale, les informateurs clés pensent que le taux initial de prévalence de VBG pourrait connaître une augmentation d'au moins 49%. Les facteurs mentionnés comprennent la fermeture des écoles, notamment en encourageant le mariage, précoces, forcés et d'enfants et l'engagement accru des filles dans des activités économiques informelles, les exposant ainsi à diverses formes de violences et d'exploitation.

Pertinence à la lumière des critères de l'appel à projets : L'intervention proposée répondra aux besoins et aux risques identifiés ci-dessus, en permettant l'accès des survivant-es de VSBG à des services de qualité, confidentiels, accessibles, non-stigmatisants. Cela sera réalisé en soutenant les mécanismes de protection communautaires pour prévenir et répondre aux VSBG au niveau communautaire. Plan appuiera les prestataires de services à fournir des services de qualité, notamment des services psychosociaux, juridiques et médicaux spécialisés, dans le respect des standards minimums VBG en situation d'urgence. Le soutien sera adapté aux lacunes spécifiques des prestataires, telles qu'identifiées dans une analyse des services effectuée au début du projet. Pour soutenir la résilience et la réhabilitation des survivant-es, Plan apportera un soutien à la réintégration sociale et économique des survivant-es, notamment par le financement d'initiatives de AGR ainsi que de dialogues de groupe et de réseaux de pairs pour développer les compétences de leadership des filles et des femmes. L'intervention proposée est alignée avec les 13 activités clés de protection identifiées dans le PRH C19, avec le sous-cluster VBG. Il a également été élaboré sur la base des enseignements tirés de la réponse du Plan Mali à la COVID-19 à Kayes. La région cible est Kayes, plus précisément le cercle de Kita, dans les communes suivantes: Djidian (15 villages), Namala (10 villages), Sourazan (7 villages), Saboula (8 villages).

4. Objectifs (Efficacité)

Objectif général : Contribuer au renforcement de la protection des filles et des femmes face aux VSBG dans le contexte du Covid-19 dans la région de Kayes. **Objectif spécifique (OS) :** Promouvoir les capacités des filles, des femmes et de leurs communautés à mettre en place des environnements résilients exempts de VSBG, favorisant l'égalité des genres, et à assurer un accès aux soins holistique et de qualité aux survivant-es. **Groupes cibles (nombre et type):** Les bénéficiaires seront 2,325 enfants et adolescent-es, âgé-es de 7 à 15 (dont 1,485 filles et 840 garçons), 4,283 jeunes âgé-es de 15 à 24 ans (dont 2,380 femmes et 1,903 hommes) et 5,320 adultes âgés-es de plus de 25 ans (dont 2,824 femmes et 2,496 hommes). Les groupes cibles seront constitués de 400 membres des comités communautaires de protection (220 F et 180 H), 400 membres de clubs de jeunes (200F et 200H), 1,120 leaders communautaires et religieux (616F et 504H), 800 membres d'OCB (432F et 368H), 120 travailleur-ses de CSCOM (63F et 57H), 2 travailleur-ses des tribunaux pour enfants (1F et 1H), 4 Gendarmes, Policièr-es (2F et 2H), 56 élu-es locaux-les (13F et 43H).

	Enfants Adolescent-es (7-15)		Jeunes (15-24)		Adultes de plus de 25	
	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Bénéficiaires directs	1,485	840	2,380	1,903	2,824	2,496
Groupes cibles	160	160	122	130	1,265	1.065

5. Activités et stratégies (Efficience)

Stratégies développées (theory of change) : L'action proposée s'inscrit dans la théorie du changement globale de Plan en matière de protection de toutes les formes de violences, notamment les violences sexuelles et basées sur le genre. La théorie du changement considère comme acteurs et actrices du changement les enfants, adolescent-es, jeunes femmes et jeunes hommes, les parents et tuteurs, les services de protection, les organisations de la société civile, les mécanismes communautaires de protection et leurs réseaux, les gouvernement nationaux et locaux. Les stratégies mises en œuvre pour travailler avec ces

groupes-cibles et bénéficiaires comprennent (i) le travail sur les normes et les pratiques néfastes à l'égard des enfants et des adolescent-es, notamment les filles. Il s'agit notamment : d'appuyer les parents et tuteurs à adopter des pratiques parentales positives, promouvant l'égalité de genres et rejetant le recours à la violence ; de créer des espaces sûrs et collaboratifs pour que les jeunes, en particulier les filles et adolescent-es, puissent élargir leurs choix, mener une réflexion critique et mener des actions de lutte contre les causes profondes des inégalités et des violences ; contribuer à transformer les relations de pouvoir inégalitaires au sein des communautés (à travers des dialogues communautaires, des personnes rôles-modèles, l'implication de leaders communautaires et religieux, la promotion d'environnements protecteurs et exempts de violences). (ii) Le renforcement des ressources et les filets de sécurité, à travers notamment : le renforcement des mécanismes communautaires de protection via un renforcement de capacités pour fournir des services qui soient *age* et *gender-responsive* (répondant aux besoins spécifiques des bénéficiaires en fonction de leur âge et de leur genre), la mise en œuvre de programmes de renforcement économique des familles, l'appui à des organisations de la société civile engagées sur ces thématiques. (iii) L'amélioration des lois, politiques, systèmes et services, à travers notamment : l'appui à tous les prestataires et services engagés sur ces thématiques, pour qu'ils fournissent des services *age* et *gender responsive*, inclusifs, de qualité, confidentiels, non-stigmatisants, et l'appui à une meilleure coordination entre les différents acteurs, systèmes d'information, groupes de travail. Ces stratégies seront adaptées aux contraintes liées au C19, notamment par l'intégration systématique, dans les messages clés de protection disséminés, d'information sur le C19 (transmission, prévention, référencement des cas, non-stigmatisation et non-exclusion des personnes affectées, prise en charge psychosociale des personnes affectées et des communautés, conséquences indirectes des mesures de confinement)

Activités prévues :

Résultat 1 : R1A1 : Renforcement des capacités et mise en place d'actions de protection communautaires
*(1) Analyse des besoins et des contraintes des populations en matière de VSBG : Plan mènera, en partenariat avec ERAD (Equipe de Recherche et d'Appui pour le Développement) 2 analyses (une par an) des besoins concernant les vulnérabilités en fonction du genre, du handicap et de l'âge dans les communautés ciblées. Cette analyse comprendra un mapping des risques de VSBG, un mapping des services disponibles avec une attention spécifique à la qualité des services fournis et de leur accessibilité, ainsi qu'un *safety audit* mené exclusivement avec des filles, des adolescentes et des femmes. Cette analyse sera menée conjointement avec les comités de protection et les clubs de jeunes, afin de promouvoir une appropriation de l'action par les principales parties prenantes d'une part, et d'assurer une représentation forte des voix des jeunes, notamment des adolescentes et des jeunes femmes, sur les problématiques qui les concernent en premier lieu. (2) Redynamiser et/ou mettre en place des comités communautaires de protection (CCPs) et de lutte contre les VSBG (40 CCPs de 10 personnes). Pour répondre aux besoins en protection de l'enfance, Plan appuiera la création ou le renforcement de CCPs selon le standard 16 de protection de l'enfance en situation humanitaire dans le but de promouvoir la participation effective de la communauté à la promotion et à la protection des droits de l'enfant. Les responsabilités des CCPs seront sensibilisés afin d'informer la communauté, les familles et les enfants sur les VSBG et d'établir un système d'alerte précoce communautaire. Les CCPs auront pour mandat d'identifier et référer les cas de VSBG, traumatismes, malnutrition, enfants non-accompagnés et séparés et cas de maladies, en particulier C19, aux services appropriés des centres de santé communautaires, centre de santé de référence et ONG médicale. (3) Développer des stratégies communautaires de communication et de prévention. Plan animera un atelier de 3 jours pour 80 participant-es afin de développer une stratégie de communication et un guide de prévention communautaire, pour prévenir les VSBG auxquelles sont exposées les filles et les femmes dans le contexte du C19. Le guide sera élaboré avec ERAD et les membres des CCPs sur la base de normes, d'attitudes et de pratiques communautaires spécifiques, notamment identifiés grâce aux évaluations en R1A1.1). (4) Former 400 membres des CCPs à la lutte contre les VSBG et à la promotion de l'égalité des genres et sur les conséquences du C19, avec une formation spécifique sur le système de référencement. Le renforcement des capacités des CCPs ciblera principalement la connaissance des risques de protection, notamment en matière de VSBG, les premiers secours psycho-sociaux, l'identification et le référencement des cas de protection et les pratiques de prévention du C19. Cette activité sera menée par le spécialiste de protection de l'enfance et VSBG et les officiers de projet basés dans les communes.*

R1A2. Conception et mise en œuvre d'actions sensibles au genre et à l'âge pour prévenir les VSBG dans les communautés ciblées. (1) *Concevoir avec les filles et les femmes de la communauté des modules contextualisés sur les soins psychosociaux, la prévention des VSBG, la stigmatisation et le C19 et un plan d'action pour la prévention des VSBG.* Cette activité sera menée conjointement entre Plan, à travers le spécialiste VSBG, le chef de projet, les *case-workers* et les membres des CCPs. Une fois les modules finalisés et validés, ils seront disséminés dans les communautés d'intervention. Il s'agira notamment de 4 modules dont 2 sur les soins psychosociaux, 1 sur la prévention des VSBG y compris les abus et exploitation envers les enfants et les adolescents, 1 sur la stigmatisation basée sur le genre, par les communautés des filles et des femmes qui ont survécu aux VSBG, et la stigmatisation envers les membres de la communauté atteints du C19. Les modules seront distribués en 100 exemplaires, soit 4 exemplaires par site d'intervention qui seront utilisés par les volontaires. (2) *Fournir du matériel de prévention aux travailleurs pour assurer la protection des agents et volontaires engagés dans la sensibilisation des communautés.* Du matériel d'hygiène pour prévenir la propagation de C19, y compris du savon, du désinfectant et des masques, sera fourni aux équipes. (3) *Renforcer les capacités des leaders sur les VSBG et la participation des femmes aux processus de prise de décision.* Les leaders communautaires et religieux sont garants des normes et des coutumes en place. Le projet s'appuie sur un modèle socio-écologique du développement des enfants et des adolescent-es en matière de protection ; il est essentiel de travailler avec les communautés sur les normes sociales (c'est-à-dire les règles non-écrites qui forgent les comportements, à savoir ce que les individus pensent que les autres font, et ce que les individus pensent que les autres attendent de lui) qui soutiennent les pratiques néfastes à l'égard des filles et des femmes, notamment les VSBG. Plan facilitera des sessions avec les leaders communautaires pour travailler conjointement sur leurs attitudes vis-à-vis de l'égalité des genres et des VSBG. *In fine*, cela aura pour conséquence de donner aux femmes et aux filles les moyens de prendre des décisions de manière autonome, la promotion de l'égalité des genres et de prévenir les VSBG. (4) *Planifier et mettre œuvre des séances d'informations et de sensibilisations des communautés.* Plan facilitera la diffusion de messages et les séances d'information et de sensibilisation de la communauté sur les VSBG et C-19. Les messages porteront sur la prévention des VSBG, l'égalité de genres, mais aussi sur les risques de stigmatisation et l'exclusion. Il comprendra également des mesures d'adaptation aux pratiques traditionnelles à risque en lien avec la gestion du C19, telles que les salutations, ainsi que les enterrements. Le plan fournira des informations sur l'identification des symptômes de C-19 et sur le lieu et la manière d'accéder aux services de santé.

Résultat 2. R2.A1 Renforcement des capacités des acteurs de première ligne en matière de réponse VSBG
(1) *Réalisation/Mise à jour et diffusion d'une cartographie des services de prise en charge psychosociale des cas de VSBG, de prise en charge multisectorielle des victimes/survivant-es de VSBG, disponibilité des abris sûrs aux survivant-es/victimes des VSBG).* La méthodologie de la cartographie sera développée en coordination avec les organisations fournissant des services et sera basée sur des critères de qualité en accord avec le sub-cluster VSBG. Cette cartographie des services de prise en charge, menée par le spécialiste VSBG, les officiers de protection et les *case-workers* sur le terrain, est complémentaire de l'analyse des besoins et des contraintes des populations ciblées en matière de VSBG développée en R1A1.1. (2) *Evaluation des besoins et de la qualité des soins fournis par les centres hospitaliers et des CSCOM dans la prise en charge des survivant-es de VSBG.* La méthodologie de l'évaluation sera faite par rapport à des indicateurs de qualité, conformément aux normes minimales et aux meilleures pratiques, telles que décrites dans les Standards Minimum pour la Prévention et la Réponse à la VBG dans les situations d'urgence. (3) *Renforcer les capacités de 120 acteurs de la prise en charge des VSBG et la prise en charge psychosociale dans le contexte du C19.* Deux sessions de formation sur la protection des filles et des femmes seront organisées à destination de 120 acteurs-clés de la prise en charge ; les sessions contiendront des messages adaptés aux risques et aux stratégies de prévention du C19. Il s'agira notamment d'une prise en compte des soins psychosociaux, la prévention des abus et des risques d'exploitation, ainsi que les risques de stigmatisation et d'exclusion. (4) *Formation pour renforcer les compétences des prestataires de service face au C19.* Plan réalisera 2 formations à destination de 120 prestataires de services, comprenant une formation spécifique liées aux pratiques d'hygiène d'une part, et d'autre part à l'adaptation du service et à la distanciation sociale pour prévenir le C19. Cette activité contribuera à promouvoir et assurer la continuité des services sociaux de base malgré la pandémie.

R2.A2. Doter et appuyer les structures de prise en charge et promouvoir leurs capacités (1) *Doter les structures de prise en charge dans chaque zone d'intervention de 150 Kits PEP pour les survivant-es.* La dotation en Kits PEP fait en effet partie des activités essentielles liées aux besoins vitaux des populations affectées par la crise au Mali, d'après le PRH 2020. Sa composition est standard (réponse aux risques de grossesse, IST et VIH, traitement des traumatismes). (2) *Fournir et distribuer du matériel d'hygiène et protection au personnel de santé et volontaires.* Au total, 15 centres de santé seront dotés en kits de lavage de mains, et 40 CCPs en kits d'assainissement, pour la prévention du C19 et la prise en charge sécurisée des patient-es et notamment des survivant-es. (3) *Soutenir auprès des radios partenaires la diffusion de 9 messages en 24 fois sur la prévention et la lutte contre les pratiques liées aux VSBG.*

Résultat 3. R3.A1 Soutenir les survivant-es de VSBG et personnes à risque via un package de services et de référencement sensibles au genre et à l'âge (1) *Soutenir et orienter les femmes et les filles à risque ou survivantes de VSBG vers les centres et ou services de prise en charge (holistic one stop centers ou autres centres spécialisés).* Il s'agit de couvrir notamment les frais de prise en charge des bénéficiaires identifiées pour un accès aux services appropriés, sur la base de leur consentement éclairé et à l'issue d'une identification respectant les choix des survivant-es, selon le plan d'action établi par les case-workers et les case-managers. (2) *Fonds de transport d'urgence* pour 40 survivantes ou à risque de VSBG. Pour les cas nécessitant une prise en charge plus complexe, Plan couvrira les frais de transport d'urgence vers des structures (hôpitaux notamment). Les CCPs identifieront et aideront les femmes et les jeunes filles à accéder aux services en fournissant de l'argent pour le transport vers ces services. (3) *Renforcer les capacités organisationnelles et de gestion des AGR pour 400 adolescentes et jeunes femmes à risque ou survivantes de VSBG.* Plan s'appuiera sur des modules de formation déjà existants pour former 400 adolescent-es et jeunes femmes survivant-es et à risques de VSBG sur les possibilités offertes par les AGR et le renforcement des compétences (*financial literacy*, compétences non-cognitives), en 2 sessions de formation. (4) *Octroi d'un fonds d'appui à la réinsertion sociale et économique pour 160 filles et des femmes survivantes/à risque de VSBG* en vue de les aider à développer des AGR, de leur permettre une autonomie économique accrue et améliorer leur estime de soi. Il s'agira d'un package matériel pour initier une AGR, d'un fonds standardisé de 100,000FCFA. Cette autonomisation économique est un des facteurs permettant une réintégration et émancipation des survivant-es et des personnes à risque. (5) *Identification et suivi par 4 case-workers.* 4 case-workers de Plan seront responsables du suivi des survivant-es et des personnes à risque – référencement, premiers soins psychologiques, suivi.

R3.A2. Mettre en place et appuyer des espaces de dialogues et de participation des survivant-es, adolescentes et jeunes femmes à risque. (1) *Distribution de 600 kits de dignité*, fournis aux filles, adolescentes et femmes survivantes et à risque VSBG, au sein d'espaces sûrs « amis des filles », comprenant des items de gestion de l'hygiène menstruelle. Des séances sur la gestion de l'hygiène menstruelle seront également organisées. (2) *Soutenir des espaces de dialogue, de participation, et de développement des compétences de leadership des filles en lien avec les droits des femmes, les droits et santé, sexuels et reproductifs.* Il s'agira notamment de la mise en place d'un espace sûr « ami des filles » dans les 40 villages du projet – 1 espace par village, à travers des réhabilitations ou des aménagements d'espaces. Ces espaces seront fournis en kits d'animation, afin d'encadrer les séances de dialogues (équipement et matériels d'animation). Ces espaces permettront aux filles, aux adolescentes et aux jeunes femmes de disposer d'un lieu sûr (propice aux identifications et référencements et au soutien psychosocial) et de séances de dialogues sur des thématiques essentielles à leur émancipation. L'accès à ces espaces, combiné avec les fonds d'appui à la réinsertion sociale et aux AGR a pour objectif de doter les filles, les adolescentes et les jeunes femmes survivantes/à risque de VSBG de capacités psychosociales (estime de soi, confiance en soi, capacité d'autonomie et d'agentivité) pour assurer leur épanouissement. Des boîtes à commentaires seront installées aux points de services et dans les communautés pour recevoir un feedback continu des participant-es ; les case-workers et les animateur-ices seront formé-es à promouvoir leur utilisation. Enfin, au sein des CSCOM de la zone, Plan appuiera des animations et dotera ces espaces avec des boîtes à images, des kits d'hygiène et des masques, organisées par une équipe d'animateurs et animatrices.

Calendrier:

	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8
R1A1(1)								
R1A1(2)								
R1A1(3)								
R1A1(4)								
R1A2(1)								
R1A2(2)								
R1A2(3)								
R1A2(4)								
R2A1(1)								
R2A1(2)								
R2A1(3)								
R2A1(4)								

	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8
R2A2(1)								
R2A2(2)								
R2A2(3)								
R3A1(1)								
R3A1(2)								
R3A1(3)								
R3A1(4)								
R3A1(5)								
R3A2(1)								
R3A2(2)								

Capacité organisationnelle: Résultats antérieurs et enseignements tirés (dans le cadre des projets/programmes en cours): La conception de l'intervention proposée est basée sur les principaux enseignements et les leçons apprises tirés de l'expérience de Plan à Kayes ainsi que dans d'autres régions du pays dans la mise en œuvre des projets de prévention et de réponse en matière de protection. Dans le cadre du plan de réponse C19, [Plan a adapté ses programmes dès mars 2020](#), puis mis en place des revues systématiques de bonnes pratiques. Plan Mali a constaté, à travers la mise en œuvre de ses projets VBSG et de réponse C19, que les activités des mécanismes communautaires de protection et de communication sont plus efficaces s'il y a des réunions hebdomadaires sur la problématique de l'identification des survivantes et sur l'adaptation des messages lors des activités de sensibilisations au sein des communautés. Plan s'attache également à ce que la formation des CCPs soit contextualisée en fonction des normes et pratiques spécifiques à leur communauté, d'où l'importance des cartographies des besoins et des risques communautaires en début d'action (R1A1). En combinant une réponse immédiate aux besoins de protection avec un soutien aux moyens de subsistance, l'action permet aux filles et aux femmes de se réhabiliter et de se réintégrer dans la société à plus long terme dans une perspective de protection et de mitigation des risques. La disponibilité d'espaces confidentiels dans les points de service est essentielle pour garantir la qualité et l'efficacité des services des VSGB. Plan veillera à ce que cela constitue un élément clé de la formation et de la sensibilisation des travailleurs. Poursuite d'activités sur lesquelles l'organisation est actuellement active : Le projet proposé est aligné avec le mandat et l'expertise de Plan Mali en mettant à profit son double mandat, humanitaire et de développement, tout en consolidant les acquis des autres projets clôturés ou en cours. En effet, cette intervention s'inscrit dans le cadre du plan d'intervention C19 de Plan Mali qui est mis en œuvre à Kayes, Mopti, Tombouctou, Kita, Koulikoro et Ségou. Elle a également été conçue en synergie avec la réponse de Plan Mali sur les questions humanitaires et sécuritaires à Mopti, Tombouctou et Gao ainsi qu'avec les programmes de développement de Plan dans le sud et l'est du pays, y compris les mutilations génitales féminines (MGF), VBSG, les droits des femmes et la santé sexuelle et reproductive. Plan Mali met actuellement en œuvre un projet de MGF à Kayes, financé par la coopération allemande au développement. Plan s'appuiera sur l'expérience de ce projet pour établir des stratégies efficaces pour remettre en cause les normes et pratiques néfastes à l'égard des femmes et des filles, en particulier en travaillant avec des leaders communautaires pour travailler à déconstruire les rôles de genre, les stéréotypes de genre et les barrières à l'épanouissement des filles et des femmes. Le projet s'appuiera également sur l'expérience acquise lors d'un projet similaire à Tombouctou, sur financement de GFFO, centré sur la prévention et la réponse aux VBSG. Enfin, À Kayes, Plan met actuellement en œuvre un projet d'intervention C-19 avec le financement de Danish Aid, notamment en distribuant des articles d'hygiène et en sensibilisant la communauté, qui a permis une analyse en profondeur des besoins sur laquelle se base l'action proposée.

6. **Partenaires** (Synergie et complémentarité)

Partenaires et leur valeur ajoutée: Dans le cadre de programmes financés par des bailleurs institutionnels au Mali, Plan Belgique travaille avec (i) **Plan Mali** qui opère depuis 1976 à travers des programmes de développement dans le Sud et le Sud-Est du pays, et répond à la crise humanitaire depuis 2012 au Centre

et au Nord. La stratégie de réponse de Plan se concentre sur la protection des enfants, notamment contre les VSBG, l'éducation en situations d'urgence et l'autonomisation économique des jeunes, avec une priorité particulière pour les filles et les femmes. Plan Mali a des bureaux de zone à Bougouni, Dioila, Kita et des bureaux d'intervention d'urgence à Tombouctou, Gao et Mopti et ouvrira bientôt un bureau à Ségou. Le budget annuel de fonctionnement du Plan Mali est de 12 millions de dollars US. En ce qui concerne les projets de protection au Mali, Plan met actuellement en œuvre sa réponse C19 dans les régions de Mopti, Tombouctou, Kayes, Segou, Sikasso et Koulikoro. Plan Mali mettra en œuvre l'action de manière directe dans les communautés ciblées. La valeur ajoutée de ce partenariat réside dans la complémentarité entre l'expertise technique de Plan Belgique en matière de VSBG, protection de l'enfance et de son expérience de mise en œuvre de projets C19 depuis mars 2020, d'une part, et de l'ancrage communautaire, de la confiance établie entre Plan Mali et les communautés ciblées, de l'expertise de Plan Mali en matière de VSBG, protection de l'enfance, d'autre part. Dans le cadre de cette action, Plan collaborera avec une ONG locale comme partenaire, (ii) **ERAD – Equipe de Recherche et d'Appui pour le Développement**. Plan travaille actuellement avec ERAD dans la mobilisation communautaire, pour faire participer les communautés à la prévention et à la réponse à la C19. Le projet proposé permettra à Plan d'étendre les activités à un plus grand nombre de villages et d'utiliser les approches de sensibilisation de la communauté qui ont fait leurs preuves dans le cadre du projet sur les MGF, étendues aux questions de VSBG de manière plus globale, et prenant en compte les questions de normes et pratiques néfastes. **Synergies et complémentarités avec d'autres interventions**: Au Mali, en réponse au C19, Plan a adapté ses activités depuis mars 2020 ses activités et distribue des articles d'hygiène, sensibilise les communautés et permet aux enfants de retourner à l'école en toute sécurité ainsi que d'accéder aux services de protection. À Mopti, Plan met actuellement en œuvre un programme de protection de l'enfance soutenu par l'ASDI (350,000 euros), comprenant l'appui à deux espaces amis des enfants. À Bankass et à Bandiagara, Plan organise des activités de protection ciblant 6,000 enfants. Plan met également en œuvre une intervention d'éducation et de protection de l'enfance soutenue par le gouvernement belge (D5.1, 1,831,149€), qui fournit un enseignement de qualité dans 53 espaces d'apprentissage et touche 16,400 enfants grâce à des services de protection à Bankass et Bandiagara. Plan a récemment commencé à mettre en œuvre un projet d'éducation et de protection de l'enfance en consortium avec World Vision et Save the Children, soutenu par Global Affairs Canada (15 millions CAD) à Mopti et Ségou. Ces projets comprennent des activités de VSBG et Plan s'appuiera sur l'expérience de ces projets à Kayes. Plan a récemment obtenu un financement du gouvernement du Danemark pour financer la réponse au C19 dans les régions de Kayes, Segou, Sikasso et Koulikoro. Cela inclut le financement d'une évaluation rapide des besoins, pour laquelle des synergies seront établies avec le projet proposé. Plan Mali met enfin en œuvre un projet de MGF à Kayes, financé par la coopération allemande au développement. Globalement, Plan Belgique met en œuvre des actions de prévention et de réponse aux VSBG au Burkina Faso (Education, protection et cohésion sociale D5.1) et en Ouganda dans les camps de réfugiés sud-soudanais. Par ailleurs, Plan Belgique coordonne le design d'un package de formation en matière de prise en charge des enfants survivant-es de VSBG. Des complémentarités thématiques seront explorées entre ces outils de renforcement de capacités, l'expérience des projets en cours tant au Mali que dans d'autres pays. Enfin, Plan Belgique introduit également une demande de financement auprès de D5.2 pour des activités similaires au Burkina Faso, adaptées aux besoins et aux programmes complémentaires ; des synergies pourront être trouvées entre les équipes du projet à travers des ateliers d'échange de bonnes pratiques.

7. Impact et durabilité

Ce projet permettra à Plan de répondre aux besoins immédiats de protection des communautés du cercle de Kita, tout en ayant un impact à plus long terme sur la prévention des VSBG et le renforcement de la résilience des communautés ciblées. Kayes faisant partie de la stratégie de développement de Plan Mali, Plan accordera la priorité à la programmation post-crise à Kayes pour assurer une transition vers la reprise. L'impact recherché s'appuie sur les programmes que Plan Mali a identifiés comme porteurs de changement positif, permettant d'introduire une transformation profonde pour renverser les systèmes et avoir un impact durable sur les communautés. Les activités mises en œuvre poursuivront plusieurs niveaux de durabilité. **Durabilité et impact au niveau communautaire** : les actions de Plan reposeront sur une stratégie de communication et de sensibilisation au niveau communautaire qui englobe la sensibilisation portée par les

structures communautaires de protection (mécanismes communautaires de protection, clubs de jeunes) et des leaders, qui s'avère efficace dans le domaine de la transformation des normes sociales et *in fine* des pratiques néfastes : par une influence positive sur les normes sociales, un changement dans les attitudes et les pratiques à plus long terme est largement facilité. En formant les prestataires de services locaux, y compris dans les centres de prise en charge (notamment CSCOM), le projet renforcera la capacité locale et la résilience des prestataires de services et des acteurs-clés du référencement à fournir des services de qualité. Le renforcement de capacités du partenaire ERAD, par la mise en œuvre conjointe d'activités, contribue également à un changement durable. Durabilité et impact institutionnels : Plan travaillera en étroite collaboration avec les autorités locales, les prestataires de services, les groupes de travail VBG, les circuits de référencement. Par conséquent, les approches développées auront le potentiel d'être adoptée de manière durable par ces partenaires institutionnels, d'influencer les plans d'action et d'assurer sur le long-terme des services accessibles et de qualité. Durabilité et impact en termes d'autonomisation économique : les femmes et les jeunes filles bénéficieront d'un soutien immédiat en matière de protection, par des dotations et des services directs, tout en ayant la possibilité de s'engager dans la création d'une petite entreprise grâce à un financement et à une formation. Enfin, ce projet est aligné avec les lignes directrices des clusters et sous-cluster protection, notamment protection de l'enfance et VBG ; par conséquent, des effets multiplicateurs sont attendus à travers l'approche commune des acteurs de la zone de mise en œuvre et grâce aux synergies trouvées avec d'autres projets de Plan.

8. Visibilité du donateur

Tous les biens durables et les fournitures de bureau utilisés dans le cadre de ce projet seront marqués du logo de l'Ambassade de Belgique et / ou du logo commun à la coopération belge, selon le kit de visibilité de la Coopération belge au développement, sur accord préalable avec D5.2. En outre, le personnel du projet de Plan sera équipé de t-shirts et casquettes qui porteront les deux logos (Coopération belge et Plan). Du matériel de visibilité adéquat sera utilisé lors des activités (notamment les bannières pour les formations, les mobilisations sociales, les activités de sensibilisations). En outre, des activités de communication seront également déployées pour informer le grand public en Belgique du projet mis en œuvre. Lors de l'atelier de lancement du projet, des événements organisés, si le contexte sécuritaire l'autorise, le projet mettra en place une couverture médiatique au cours de laquelle la Coopération belge au développement sera visible. Des *case studies* à destination du grand public seront développées sous la forme de blogposts ou d'histoires adaptées aux réseaux sociaux et au site Internet de Plan Belgique (40,000 *page-viewers* par mois), comptes Facebook, Instagram et Twitter (500,000 engagements par mois), *Hello Magazine* (aux personnes soutenant Plan Belgique, livrées à 32,000 lecteur-ices) et à travers le rapport annuel de Plan Belgique (40,000 lecteur-ices). Ces *case studies* mettront en évidence l'action de la Coopération belge au développement en réponse à la crise du COVID-19, axée sur les vulnérabilités spécifiques des adolescentes et des jeunes femmes par rapport aux risques et expériences de violences accrues pendant la pandémie.

9. Méthodes de suivi (Capacité de gestion)

Cadre logique (valeurs de base, résultats visés, indicateurs): cf. page 9

Proposition pour le suivi et l'évaluation : Les indicateurs seront dans la majeure partie des cas mesurés par des sources de vérification collectées, analysées et consolidées par une équipe dédiée au suivi-évaluation. Les outils standardisés du cadre global de suivi-évaluation de Plan International seront adaptés au cadre de ce projet. Concernant les indicateurs liés à la réponse de VSBG (Résultat 2), les données seront collectées par les case-workers et non par l'équipe de suivi-évaluation, respectant ainsi les normes minimales de prévention et réponse aux VBG en situation d'urgence. Les données sont en effet particulièrement sensibles (expérience de VSBG, accès à des services holistiques de qualité) et requièrent des compétences propres aux gestionnaires de cas (connaissance des processus de référencement, écoute active, formation aux premiers soins psychologiques, attention à la confidentialité des données). Les enquêtes de *baseline* et de *endline* s'appuieront sur une méthodologie mixte (quantitative et qualitative) appuyée par les spécialistes techniques en protection de Plan.

10. Budget détaillé axé sur les résultats (Efficience) – cf. p10

Indiquez également tous les autres financements demandés et obtenus pour le même projet : non-applicable

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification
OS : Promouvoir les capacités des filles, des femmes et de leurs communautés à mettre en place des environnements résilients exempts de VSBG, favorisant l'égalité des genres, et à assurer un accès aux soins holistique et de qualité aux survivant-es	% de filles et de femmes déclarant disposer de connaissances et de compétences accrues concernant les VSBG. Baseline : 0 – Cible : 70	Baseline et endline (les compétences et connaissances comprennent la capacité à qualifier les VSBG, connaissance des services disponibles, capacité à orienter une fille ou une femme de la communauté qui a subi des violences vers des services, ou à s'orienter soi-même)
	% de membres de la communauté engagés pour la mise en place d'environnements protecteurs (favorables à l'égalité de genres, avec un niveau moindre d'acceptabilité des violences). Baseline : 0 – Cible : 80	Baseline et endline (les attitudes vis-à-vis de l'égalité de genres à travers une échelle GEMS (Gender Equitable Men Scale) et à travers des échelles de mesure d'acceptabilité de la violence)
R1 : Les filles, les femmes, les garçons et les hommes, et leurs structures communautaires des zones d'intervention disposent de capacités renforcées pour la prévention des VSBG et les risques liés à la C19, et s'engagent à promouvoir des normes sociales favorables pour un environnement exempt de violences.	# de personnes ayant assisté à au moins une session d'information et de sensibilisation organisées au sein des communautés bénéficiaires du projet. Cible: 10,000	Rapports d'activités
	# d'évaluations, et mécanismes de collecte de données recueillant des données ventilées par sexe et par âge. Cible: 2	Rapport d'activités ; rapport d'évaluations ; Outputs (cartographies, analyses)
	% de leaders traditionnels et communautaires déclarant des attitudes positives à l'égard de l'égalité de genres et contre les violences basées sur le genre. Baseline : 0 – Cible : 80	Baseline et endline (les attitudes vis-à-vis de l'égalité de genres à travers une échelle GEMS (Gender Equitable Men Scale) et à travers des échelles de mesure d'acceptabilité de la violence)
R2 : Les services de prise en charge des survivantes de VSBG bénéficient d'un appui technique pour une prise en charge holistique, de qualité, confidentielle, et non-stigmatisante des cas	% de survivant-es de VSBG déclarant avoir bénéficié d'une prise en charge de qualité, sécurisée, et respectueuse de leur dignité. Baseline : 0 – Cible : 90	Baseline et endline (<i>qualité</i> : comprend la pertinence, l'accès, le référencement vers d'autres service ; <i>sécurité</i> : comprend la confidentialité, le respect de leur choix ; <i>respect de la dignité</i> : comprend prise en charge compassionnelle et non-stigmatisante, consentement éclairé recueilli)
	% de survivant-es de VSBG bénéficiant d'une prise en charge holistique. Baseline : 0 – Cible : 90	Données médicales des hôpitaux, centres de santés et ou autres services de prise en charge des survivant(e)s
	% du personnel de prise en charge ayant confiance dans sa capacité à gérer et répondre aux cas de violences. Baseline : 0 – Cible : 90	Rapport d'évaluation (base line et end line) auprès des prestataires de services
R3 : Les survivantes de VSBG et les personnes à risque de VSBG disposent des capacités et des compétences nécessaires pour assurer leur épanouissement	# de femmes et de filles survivantes de VSBG et à risque de violence déclarant avoir accès à des espaces sûrs, inclusifs et accessibles. Baseline : 0 – Cible : 6,689	Rapports d'activité ; Registres tenus par les espaces de dialogue
	% de femmes et de filles survivantes de VSBG et à risque de violence déclarant avoir les capacités psychosociales (<i>agency, self-esteem and self-efficacy</i>) pour assurer leur épanouissement. Baseline : 0 – Cible : 70	Rapport d'évaluation (base line et end line) (échelles de mesure de self-efficacy et agency, et échelle de Rosenberg sur l'estime de soi)
	% de femmes et de filles survivantes de VSBG et à risques de violences, déclarant avoir les compétences et un accès aux ressources suffisants pour assurer leur autonomisation économique. Baseline : 0 – Cible : 50	Rapport d'évaluation (base line et end line) (échelles de mesure d'autonomisation économique liée aux compétences individuelles d'une part, et accès aux ressources nécessaires d'autre part)
<p>Risques : Les fermetures de frontières, les restrictions commerciales, les fluctuations des prix du carburant et des produits de base affectent la capacité des partenaires à contracter des fournisseurs de services et la livraison des fournitures de réponse est retardée en raison de la demande mondiale continue et des pénuries. Les restrictions de voyage entraînent une réponse ralentie des organisations de développement et humanitaires. Les réseaux de télécommunication sont affectés par les conditions météorologiques et privent Plan et les groupes cibles de moyens de communication. La couverture radio dans certaines zones reste faible. La fermeture des fournisseurs de services de base au niveau local affecte l'accès à ces services. Hypothèses : En général la situation sécuritaire reste stable et Plan continue à avoir un accès aux bénéficiaires. Les gestes barrières sont appliqués par tout le staff et tous les groupes cibles. Le contexte politique n'entrave pas la mise en œuvre des activités, ni le mandat de Plan. La région de Kayes n'est pas affectée par des déplacements de population. Les communautés ciblées, y compris les leaders, sont disposées et capables de collaborer avec les acteurs du projet. Le personnel qualifié est disponible en nombre suffisant dans les communautés au sein des structures de prise en charge. Une coopération adéquate avec les autorités régionales et locales est maintenue pour favoriser la réorganisation des structures. Une forte collaboration entre le personnel des association partenaires, de Plan et le personnel des prestataires de services est maintenue.</p>		

Organisation humanitaire: Plan International Belgique

Titre de l'action : Répondre aux besoins critiques de VSBG exacerbés par le COVID-19 dans les communautés de Kayes

Période du projet: 24 mois (01/01/2021 - 31/12/2022)

Reference	Budget lines	TOTAL (EUR)	Répartition par résultat			AN1 in Eur	AN2 in Eur
			R1	R2	R3		
A	Equipments	25.020,92 €	8.340,31 €	8.340,31 €	8.340,31 €	25.020,92 €	0,00 €
A1	Equipement bureau Kita	16.998,07 €	5.666,02 €	5.666,02 €	5.666,02 €	16.998,07 €	0,00 €
A1.1	Ordinateurs - Kita	5.107,04	1.702,35	1.702,35	1.702,35	5.107,04	-
A1.2	Imprimante - Kita	457,35	152,45	152,45	152,45	457,35	-
A1.3	Moto - Kita	11.433,68	3.811,23	3.811,23	3.811,23	11.433,68	-
A2	Office equipment Bamako	8.022,85 €	2.674,28 €	2.674,28 €	2.674,28 €	8.022,85 €	0,00 €
A3.1	Scanner multi fonction Bamako	2.286,74	762,25	762,25	762,25	2.286,74	-
A3.2	Video Projector Bamako	743,41	247,80	247,80	247,80	743,41	-
A3.3	Imprimante Bamako	724,13	241,38	241,38	241,38	724,13	-
A3.4	Photocopieur Bamako	2.286,74	762,25	762,25	762,25	2.286,74	-
A3.5	Ordinateur portable Bamako	990,92	330,31	330,31	330,31	990,92	-
A3.6	GPS Bamako	533,57	177,86	177,86	177,86	533,57	-
A3.7	VSAT urgence Bamako	457,35	152,45	152,45	152,45	457,35	-
B	Human Resources	366.864,17 €	122.288,06 €	122.288,06 €	122.288,06 €	183.432,09 €	183.432,09 €
B1	Local staff	346.599,27 €	115.533,09 €	115.533,09 €	115.533,09 €	173.299,63 €	173.299,63 €
B1.1	Programme Staff	346.599,27	115.533,09	115.533,09	115.533,09	173.299,63	173.299,63
B2	Expatriates staff	20.264,90 €	6.754,97 €	6.754,97 €	6.754,97 €	10.132,45 €	10.132,45 €
B2.1	Programme Staff	20.264,90	6.754,97	6.754,97	6.754,97	10.132,45	10.132,45
C	Running Costs	42.814,98 €	14.271,66 €	14.271,66 €	14.271,66 €	21.407,49 €	21.407,49 €
C1	Running costs of vehicles	567,52 €	189,17 €	189,17 €	189,17 €	283,76 €	283,76 €
C2	Travel costs	14.748,06 €	4.916,02 €	4.916,02 €	4.916,02 €	7.374,03 €	7.374,03 €
C2.1	International travel costs	5.220,00	1.740,00	1.740,00	1.740,00	2.610,00	2.610,00
C2.2	National travel costs	9.528,06	3.176,02	3.176,02	3.176,02	4.764,03	4.764,03
C3	Communication & visibility	302,56 €	100,85 €	100,85 €	100,85 €	151,28 €	151,28 €
C3.2	Telephones staffs Bamako	302,56	100,85	100,85	100,85	151,28	151,28
C4	Buildings: rents and utilities	1.266,83 €	422,28 €	422,28 €	422,28 €	633,42 €	633,42 €
C4.1	Office utilities (water, electricity) Bamako	1.102,19	367,40	367,40	367,40	551,09	551,09
C4.2	Office & General Supplies Bamako	164,64	54,88	54,88	54,88	82,32	82,32
C5	External services	25.930,00 €	8.643,33 €	8.643,33 €	8.643,33 €	12.965,00 €	12.965,00 €
C5.1	External Baseline study	8.400,00	2.800,00	2.800,00	2.800,00	8.400,00	-
C5.2	External final audit	6.860,00	2.286,67	2.286,67	2.286,67	-	6.860,00
C5.3	External final evaluation	10.670,00	3.556,67	3.556,67	3.556,67	-	10.670,00
D	Autres activités transversales à tous les résultats	5.000,00 €	1.666,67 €	1.666,67 €	1.666,67 €	2.500,00 €	2.500,00 €
D1	Startup Workshop	2.500,00 €	833,33 €	833,33 €	833,33 €	2.500,00 €	2.500,00 €
D2	Closure du Workshop	2.500,00 €	833,33 €	833,33 €	833,33 €	2.500,00 €	2.500,00 €
R	Other operational costs / Activités	490.299,94 €	163.433,31 €	163.433,31 €	163.433,31 €	245.149,97 €	245.149,97 €
R1	Les filles, les femmes, les garçons et les hommes, et leurs structures communautaires des zones d'intervention disposent de capacités renforcées pour la prévention des VSBG et les risques liés au C19.	195.642,24 €	195.642,24 €			97.821,12 €	97.821,12 €
R1-A1	Renforcement des capacités et mise en place d'actions de protection communautaires	62.809,00	62.809,00			31.404,50	31.404,50
R1-A2	Conception et mise en œuvre d'actions sensibles au genre et à l'âge pour prévenir les VSBG dans les communautés ciblées	132.833,25	132.833,25			66.416,62	66.416,62
R2	Les services de prise en charge des survivantes de VSBG bénéficient d'un appui technique pour une prise en charge holistique, de qualité, confidentielle, et non-stigmatisante des cas.	106.482,71 €		106.482,71 €		53.241,36 €	53.241,36 €
R2-A1	Renforcement des capacités des acteurs de première ligne en matière de réponse VSBG	25.306,54		8.435,51		12.653,27	12.653,27
R2-A2	Doter et appuyer les structures de prise en charge et promouvoir leurs capacités	81.176,17		27.058,72		40.588,09	40.588,09
R3	Les survivantes de VSBG et les personnes à risque de VSBG disposent des capacités nécessaires pour assurer leur propre protection notamment contre les VSBG.	188.174,98 €			188.174,98 €	94.087,49 €	94.087,49 €
R3-A1	Soutenir les survivant-es de VSBG et personnes à risque via un package de services et de référencement sensibles au genre et à l'âge	115.612,18			115.612,18	57.806,09	57.806,09
R3-A2	Mettre en place et appuyer des espaces de dialogues et de participation des survivant-es, adolescentes et jeunes femmes à risque	72.562,81			72.562,81	36.281,40	36.281,40
	Total directs costs	930.000,00 €	342.208,93 €	253.049,40 €	334.741,67 €	477.510	452.490
	Indirect costs	70.000,00 €					
	Total eligible costs	1.000.000,00 €					

Annexe 1 : Statuts de l'organisation



Votre lettre du 29 septembre 2006
Nos références D 3.1/mph/Cl. D/2006/48.085 /10
S'adresser à Claudine DEKAIS, Conseiller
N° de téléphone 02/501.44.80
annexes 1
date 12-07-2007

PLAN BELGIQUE – PLAN BELGIE
A l'attention de Monsieur Dirk VAN MAELE,
Directeur national
Galerie Ravenstein, 3 (b.5)
1000 BRUXELLES

Objet: Agrément de votre ASBL, Plan Belgique – Plan België en qualité d'ONG

Monsieur le Directeur national,

Comme suite à votre dossier de demande d'agrément introduit en date du 29 septembre 2006 auprès de Monsieur le Ministre de la Coopération au développement, j'ai le plaisir de vous annoncer que Monsieur le Ministre a signé l'Arrêté ministériel agréant votre ASBL en qualité d'ONG le 14 mai 2007.

Une copie de l'Arrêté Ministériel du 14 mai 2007 portant la décision de cet agrément vous est transmise en annexe.

Il vous est rappelé que l'agrément en qualité d'ONG autorise l'octroi de subside mais n'ouvre pas un droit au subside. Celui-ci dépend de l'appréciation réservée au projet introduit.

Veillez croire, Monsieur le Directeur national, en l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Ministre,

Philippe JALET
Conseiller général

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES
ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR**

**ET
COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

**LE MINISTRE DE LA COOPERATION
AU DEVELOPPEMENT,**

Vu la Loi du 25 mai 1999 relative à la Coopération internationale belge, en particulier l'article 10;

Vu l'arrêté royal du 14 décembre 2005 relatif aux agréments d'organisations non gouvernementales de développement;

Vu la demande d'agrément introduite le 29 septembre 2006 et complétée les 17 novembre, 14 décembre 2006 et 23 janvier 2007 par l'A.S.B.L. «**PLAN BELGIQUE / PLAN BELGIË**»;

Considérant que les conditions d'agrément prévues à l'article 2 l'arrêté royal précité sont remplies;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du ~~19-04-2007~~ ;

ARRETE

Article 1.

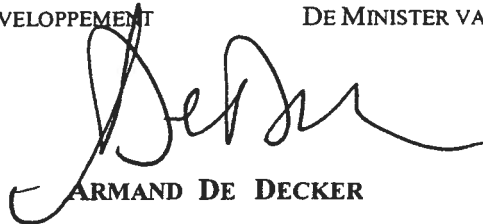
L'A.S.B.L. «**PLAN BELGIQUE / PLAN BELGIË**» ayant son siège social, Galerie Ravenstein, 3 (b. 5) à 1000 Bruxelles est agréée en qualité d'Organisation non gouvernementale (ONG).

Art. 2.

Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Bruxelles, le **14-05-2007**

LE MINISTRE DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT



ARMAND DE DECKER

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE
HANDEL
EN
ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

**DE MINISTER VAN
ONTWIKKELINGSSAMENWERKING,**

Gelet op de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische Internationale Samenwerking, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 december 2005 betreffende de erkenning van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties;

Gelet op de erkenningaanvraag ingediend 29 september 2006 en aangevuld 17 november, 14 december 2006 en 23 januari 2007 door de V.Z.W. «**PLAN BELGIQUE / PLAN BELGIË**»;

Overwegende dat de voorwaarden tot erkenning voorzien bij artikel 2 van het hogervermelde koninklijk besluit vervuld zijn;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van ~~19-04-2007~~ ;

BESLUIT

Artikel 1.

De V.Z.W. «**PLAN BELGIQUE / PLAN BELGIË**» met zetel Galerij Ravenstein, 3 (b.5), te 1000 Brussel, wordt erkend als Niet-gouvernementele organisatie (NGO).

Art. 2.

Dit besluit treedt in werking op de datum van zijn ondertekening.

Brussel, **14-05-2007**

DE MINISTER VAN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING



VICE-EERSTEMINISTER

ALEXANDER DE CROO

Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
Digitale Agenda, Telecom en Post

Dirk Van Maele
Plan België
Ravensteingalerij, 3 – B5
1000 Brussel

20 MEI 2016

Uw bericht van

Uw kenmerk

Brussel

Ons kenmerk

KAB/OS/PM/DD/2016/erk/77-1

Dossier behandeld door

Denis Dubuisson

Contact via

denis.dubuisson@diplobel.fed.be

Betreft: uw aanvraag tot erkenning als NGO

Geachte heer,

U heeft, overeenkomstig artikel 37/2, §4 van de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking, een aanvraag ingediend om erkend te worden als NGO. Uit het door mijn administratie uitgevoerde onderzoek, waarvan het advies als bijlage gaat, is gebleken dat uw organisatie voldoet aan de voorwaarden van artikel 26 §1, lid 1 van bovenvermelde wet.

Met genoeg kan ik derhalve medelen dat ik aan

Plan Belgique / Plan België (ondernemingsnummer 0425.420.917)

de erkenning als ngo mag toekennen overeenkomstig artikel 26, §1 van de wet, voor een periode van 10 jaar vanaf 1 januari 2017. Ik wens hierbij te benadrukken dat uw organisatie, overeenkomstig artikel 26 §1, lid 3, 1° van bovenvermelde wet, dient te voldoen aan alle voorziene voorwaarden gedurende de hele periode van 10 jaar.

Met vriendelijke groeten,


Alexander De Croo

U mag tegen deze beslissing binnen een termijn van 60 dagen beroep aantekenen nabij de Raad van State, conform de in bijlage voorgestelde voorwaarden.

Beleidsceel van de Vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecom en Post

Finance Tower / Kruidtuinlaan 50 bus 61 / B-1000 Brussel / België
tel. +32 2 792 99 00 / fax +32 2 792 99 01 / info@decroo.fed.be

.be



VICE-EERSTEMINISTER

ALEXANDER DE CROO

Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
Digitale Agenda, Telecom en Post

Dirk Van Maele
Plan België
Ravensteingalerij, 3 – B5
1000 Brussel

20 MEI 2016

Uw bericht van

Uw kenmerk

Brussel

Ons kenmerk

KAB/OS/PM/DD/2016/erk/77-5

Dossier behandeld door

Denis Dubuisson

Contact via

denis.dubuisson@diplobel.fed.be

Betreft: uw aanvraag tot bijkomende erkenning

Geachte heer,

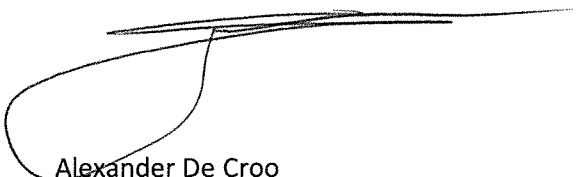
U heeft, overeenkomstig artikel 37/2, §4 van de wet van 19 maart 2013 betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking, een aanvraag ingediend om een bijkomende erkenning te verkrijgen. Uit het door mijn administratie uitgevoerde onderzoek, waarvan het advies als bijlage gaat, is gebleken dat uw organisatie voldoet aan de voorwaarden van artikel 26 §5, lid 2 van bovenvermelde wet.

Met genoegen kan ik derhalve medelen dat ik aan

Plan Belgique / Plan België (ondernemingsnummer 0425.420.917)

de bijkomende erkenning mag toekennen overeenkomstig artikel 26, §5 van de wet, voor een periode van 10 jaar vanaf 1 januari 2017. Ik wens hierbij te benadrukken dat uw organisatie, overeenkomstig artikel 26 §5, lid 4, 1° van bovenvermelde wet, dient te voldoen aan alle voorziene voorwaarden gedurende de hele periode van 10 jaar.

Met vriendelijke groeten,



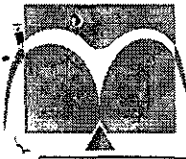
Alexander De Croo

U mag tegen deze beslissing binnen een termijn van 60 dagen beroep aantekenen nabij de Raad van State, conform de in bijlage voorgestelde voorwaarden.

Beleidscel van de Vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecom en Post

Finance Tower / Kruidtuinlaan 50 bus 61 / B-1000 Brussel / België
tel. +32 2 792 99 00 / fax +32 2 792 99 01 / info@decroo.fed.be

.be



Luik B

In de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad bekend te maken kopie na neerlegging ter griffie van de akte

neerlegging/ontvangen op

V.
beh.
aa.
Bel.
Staa.



17136554

15 SEP. 2017

ter griffie van de Nederlandstalige
Griffie

Benaming : Plan International België

Rechtsvorm : V.Z.W.

Zetel : Galerij Ravenstein 3 Bus 5
1000 Brussel

Ondernemingsnr : 0425.420.917

Voorwerp akte : INBRENG OM NIET VAN DE ALGEMEENHEID - Algemene vergadering van de overnemende vennootschap

Er blijkt uit het proces-verbaal verleden voor geassocieerde notaris Christof Gheeraert te Gent, Drongen, op 06/09/2017 (ter registratie neergelegd) dat de raad van bestuur van de vereniging zonder winstoogmerk "**Plan International België**", met zetel te 1000 Brussel, Ravensteingalerij 3 bus 5, opgenomen in het rechtspersonenregister te Brussel (Griffie Nederlandstalige Rechtbank van Koophandel) onder nummer 0425.420.917, hierna verder genoemd: "*de overnemende vereniging zonder winstoogmerk*", en de raad van bestuur van de vereniging zonder winstoogmerk "**Vormen - Expertisecentrum mensenrechten- en kinderrechteneducatie Vlaanderen**", met zetel te 2000 Antwerpen, Italiëlei 98A, opgenomen in het rechtspersonenregister te Antwerpen (afdeling Antwerpen) onder nummer 0472.443.547, hierna verder genoemd: "*de over te nemen vereniging zonder winstoogmerk*", met éénparigheid van stemmen de volgende beslissingen hebben genomen :
1) De bestuursorganen van de vereniging zonder winstoogmerk "Vormen-Expertisecentrum mensenrechten- en kinderrechteneducatie Vlaanderen" en van de vereniging zonder winstoogmerk "Plan International België" hebben een voorstel tot inbreng van een algemeenheid opgesteld. Dit voorstel werd met unanimitéit goedgekeurd op de raden van bestuur gehouden op 13/06/2017, respectievelijk op 23/05/2017. Voormeld voorstel tot inbreng werd authentiek vastgesteld bij akte verleden voor ondergetekende notaris Gheeraert op 21/06/2017. Een uittreksel van deze akte houdende voorstel tot inbreng werd neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel te Antwerpen, afdeling Antwerpen, op 27/06/2017, en bekendgemaakt in de bijlage tot het Belgisch Staatsblad van 06/07/2017 onder nummer 17096969 voor de vereniging zonder winstoogmerk "Vormen-Expertisecentrum mensenrechten- en kinderrechteneducatie Vlaanderen", en neergelegd ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, griffie Nederlandstalige Rechtbank van Koophandel, op 28/06/2017, en bekendgemaakt in de bijlage tot het Belgisch Staatsblad van 07/07/2017 onder nummer 17097819 voor de vereniging zonder winstoogmerk "Plan International België", hetzij in beide gevallen meer dan zes weken vóór huidige vergaderingen.

2) De algemene vergaderingen van de verenigingen zonder winstoogmerk "Vormen-Expertisecentrum mensenrechten- en kinderrechteneducatie Vlaanderen" en "Plan International België" besluiten over te gaan tot inbreng van de algemeenheid van het vermogen van de vereniging "Vormen-Expertisecentrum mensenrechten- en kinderrechteneducatie Vlaanderen" in de vereniging "Plan International België", volgens de voorwaarden en bepalingen zoals gestipuleerd in het inbrengvoorstel opgesteld door de bestuursorganen van de vereniging zonder winstoogmerk "Vormen-Expertisecentrum mensenrechten- en kinderrechteneducatie Vlaanderen" en van de vereniging zonder winstoogmerk "Plan International België". Bijgevolg gaat het volledige vermogen, (zowel alle activa als passiva) van de vereniging "Vormen-Expertisecentrum mensenrechten- en kinderrechteneducatie Vlaanderen", volgens de boekhoudkundige stand van 01/07/2017, met alle rechten en plichten over op de vereniging "Plan International België". Alle rechten en plichten en verbintenissen ontstaan vanaf 01/07/2017 worden boekhoudkundig geacht te zijn verricht voor rekening van de overnemende vennootschap "Plan International België".

VOOR BEREDENEERD UITTREKSEL,

Christof Gheeraert,
Geassocieerd notaris.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 26/09/2017 - Annexes du Monteur belge

Op de laatste blz. van Luik B vermelden : **Recto** : Naam en hoedanigheid van de instrumenterende notaris, hetzij van de perso(o)n(en) bevoegd de rechtspersoon ten aanzien van derden te vertegenwoordigen

Verso : Naam en handtekening

Voor-
houden
aan het
Belgisch
Staatsblad



Luik B - Vervolg

Tegelijk hiermee neergelegd : afschrift en gecoördineerde statuten.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 26/09/2017 - Annexes du Moniteur belge

Op de laatste blz. van Luik B vermelden : Recto : Naam en hoedanigheid van de instrumenterende notaris, hetzij van de perso(o)n(en) bevoegd de rechtspersoon ten aanzien van derden te vertegenwoordigen
Verso : Naam en handtekening

AANGEPASTE STATUTEN

De algemene vergadering van 24 juni 2017, geldig samengeroepen en beschikkend over de nodige aantallen inzake aanwezigheid en beslissingsmeerderheid, heeft beslist tot statutenwijziging en tot goedkeuring van de volgende gecoördineerde statuten.

TITEL I : NAAM - ZETEL - DOEL - DUUR

ARTIKEL 1: Naam

De vereniging draagt de naam: Plan International België, Plan International Belgique, Plan International Belgium.

ARTIKEL 2: Zetel

De zetel van de vereniging is gevestigd in het Brussels hoofdstedelijk gewest te Galerij Ravenstein n°3 Bus 5, te 1000 Brussel en ressorteert onder het gerechtelijke arrondissement Brussel.

Hij kan slechts verplaatst worden door de algemene vergadering mits deze bovendien de regels in acht neemt zoals vereist voor een statuutwijziging en beschreven in deze statuten.

ARTIKEL 3: Doel en activiteiten

Plan International België is een onafhankelijke Belgische niet gouvernementele organisatie, lid van de internationale Plan koepel, die zich tot doel stelt om te bouwen aan een betere wereld waarin rechten van kinderen, zoals ze zijn opgenomen in het Internationaal Verdrag van de Rechten van het Kind, worden gerespecteerd en gepromoot met focus op méér gelijkheid tussen meisjes en jongens. Plan International België draagt hieraan bij op volgende manieren:

1. door het implementeren van ontwikkelingsprogramma's in structurele en humanitaire context, met specifieke aandacht voor gender en kindgerichte gemeenschapontwikkeling;
2. door het bewustmaken en mobiliseren van de bevolking en het sensibiliseren van specifieke doegroepen onder meer door campagnes en met een aanpak van kinderrechteneducatie;
3. door pleitbezorging bij overheden en andere relevante maatschappelijke actoren, teneinde hen te laten ageren in functie van kinderrechten en gelijkheid voor meisjes;
4. door het toepassen van een rechtenaanpak (Rights Based Approach) gebaseerd op specifieke expertise ontwikkeling en dit in partnerschap met strategische en lokale actoren.

Dit resulteert in het verwezenlijken van een maatschappelijk draagvlak en in duurzame maatschappelijke veranderingen met respect voor universele kinderrechten vanwege beleids- en opiniemakers, zowel in het specifieke domein van de ontwikkelingssamenwerking als op alle andere relevante maatschappelijke terreinen.

Plan International België mag eveneens alle activiteiten ondernemen die dit doel kunnen bevorderen. Zij kan in die zin ook, handelsdaden stellen, enkel voor zover de opbrengst hiervan besteed wordt aan het doel waarvoor zij werd opgericht.

De activiteiten van Plan International België zullen ontwikkeld worden met naleving van de op haar toepasselijke Belgische reglementering, in het bijzonder inzake fiscale aftrekbaarheid van giften en inzake erkenning als NGO.

ARTIKEL 4: Duur

De vereniging werd opgericht voor onbepaalde duur, doch kan evenwel te allen tijde ontbonden worden.

TITEL II : LEDEN

ARTIKEL 5: Soorten leden

- De vereniging bestaat uit:
1. effectieve leden
 2. toegetreden leden
 3. ereleden

Het aantal effectieve leden is onbeperkt, maar moet tenminste drie bedragen. De oprichters zijn de eerste effectieve leden. De volheid van het lidmaatschap, met inbegrip van het stemrecht op de algemene vergadering, komt uitsluitend toe aan de effectieve leden. Effectieve leden zijn diegenen wiens naam is vermeld in het ledenregister dat op de zetel van de vereniging wordt bijgehouden. De wettelijke bepalingen zijn alleen op de effectieve leden toepasselijk.

ARTIKEL 6: Effectieve leden

Als effectief lid kan tot de vereniging toetreden, ieder natuurlijke persoon of rechtspersoon die door de algemene vergadering als dusdanig wordt aanvaard en dit op voorstel van de raad van bestuur. De toetreding geldt voor een periode van 4 jaar, en is twee maal hernieuwbaar. Wanneer een effectief lid tot Bestuurder benoemd wordt, geldt opnieuw een periode van 4 jaar, twee maal

hernieuwbaar. De kandidatuur van een kandidaat-lid moet schriftelijk worden ingediend bij de voorzitter van de raad van bestuur. Effectieve leden worden niet verplicht tot het betalen van een financiële bijdrage.

ARTIKEL 7: Toegetreden leden

Toegetreden leden zijn alle natuurlijke personen en groeperingen, met of zonder rechtspersoonlijkheid, die bijdragen betalen. Het behoren tot een groepering die toegetreden lid is, brengt geen individueel lidmaatschap met zich mee. Toegetreden leden hebben geen stemrecht op de algemene vergadering. Zij hebben enkel de rechten en verplichtingen die hen uitdrukkelijk worden toegekend in de onderhavige statuten.

ARTIKEL 8: Ereleden

De raad van bestuur kan, onder door haar te bepalen voorwaarden, ereleden tot de vereniging toelaten. Ereleden zijn personen die aan de vereniging diensten hebben bewezen of zich op een andere manier inzetten of ingezet hebben voor de door de vereniging beoogde doelstellingen. Deze worden beschouwd als toegetreden leden.

ARTIKEL 9: Beëindiging - Schorsing

Elk effectief lid kan ten allen tijde uit de vereniging treden. De uittreding moet aan de raad van bestuur ter kennis worden gebracht.

Elk toegetreden lid kan ten allen tijde uit de vereniging treden door Plan International België hiervan op de hoogte te brengen. Wordt tevens geacht ontslagnemend te zijn: het toegetreden lid dat de door hem verschuldigde bijdragen niet heeft betaald binnen de maand na de laatste herinnering die hem schriftelijk of elektronisch werd toegezonden.

De raad van bestuur kan voorstellen aan de algemene vergadering om de lidmaatschapsrechten te schorsen van de effectieve, toegetreden en ereleden die zich aan een zware overtreding van de statuten of aan de normen van eer en welvoegelijkheid schuldig hebben gemaakt. De algemene vergadering zal dan een definitieve beslissing nemen omtrent het lidmaatschap van het betrokken lid. Deze beslissing wordt schriftelijk bevestigd aan het betrokken lid. De algemene vergadering kan de lidmaatschapsrechten schorsen van de effectieve leden die niet aanwezig zijn, noch verontschuldigd, noch zich hebben laten vertegenwoordigen op twee achtereenvolgende bijeenkomsten van de algemene vergadering.

Als een effectief lid handelt in strijd met de doelstellingen van de vzw, kan diens lidmaatschap, op voorstel van de raad van bestuur of op verzoek van minstens 1/5 van alle effectieve leden, worden beëindigd door een beslissing van de algemene vergadering genomen bij 2/3 meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde effectieve leden. Het effectief lid waarvan de beëindiging van het lidmaatschap wordt voorgesteld, heeft het recht gehoord te worden. Het agendapunt tot uitsluiting van een effectief lid kan ook door één twintigste van de effectieve leden op de agenda worden geplaatst, conform hun wettelijk recht.

Toegetreden leden die handelen in strijd met de doelstellingen van de vzw kunnen door een eenzijdig besluit van de raad van bestuur worden uitgesloten van lidmaatschap.

ARTIKEL 10: Rechten in het vermogen

Geen enkel lid kan enige aanspraak laten gelden of uitoefenen op de activa van de vzw. Deze uitsluiting van rechten op de activa geldt te allen tijde: tijdens het lidmaatschap, bij beëindiging van het lidmaatschap om wat voor reden dan ook, bij ontbinding van de vzw, enz.

TITEL III : DE RAAD VAN BESTUUR

ARTIKEL 11: Samenstelling raad van bestuur

De vereniging wordt bestuurd door een raad van bestuur van tenminste drie en ten hoogste dertien bestuurders die tevens effectief lid zijn van de vereniging. Indien de algemene vergadering slechts drie effectieve leden telt, bestaat de raad van bestuur uit slechts twee personen. In ieder geval moet het aantal bestuurders steeds lager zijn dan het aantal effectieve leden van de algemene vergadering. Bestuurders onthouden zich van hun stemrecht op de Algemene Vergadering over agendapunten die betrekking hebben op het budget en de afsluiting van het financiële jaar.

De bestuurders worden benoemd door de algemene vergadering op voordracht van de raad van bestuur, en dit bij een gewone meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde effectieve leden. De bestuurders mandaten kunnen ook voorgelegd worden door één vijfde of door één twintigste van de effectieve leden, conform hun wettelijk recht.

De bestuurders worden benoemd voor een periode van vier jaar. Het mandaat van bestuurder is twee maal hernieuwbaar. Deze periode is onafhankelijk van de periode waarin de reeds benoemde bestuurder effectief lid is.

De bestuurders oefenen hun mandaat kosteloos uit. De kosten die zij maken in het kader van de uitoefening van hun bestuursmandaat kunnen evenwel worden vergoed.

De raad van bestuur kiest onder haar bestuurders een voorzitter, een secretaris / compliance director, een penningmeester en elke functie die voor de goede werking van de vereniging noodzakelijk is.

ARTIKEL 12: Ambtsbeëindiging en afzetting van de bestuurders - Bekendmaking

Het mandaat van de bestuurders eindigt door afzetting door de algemene vergadering, door vrijwillig ontslag, door het verstrijken van het mandaat, door overlijden of ingeval van wettelijke onbekwaamheid.

De afzetting van een bestuurder door de algemene vergadering wordt beslist bij gewone meerderheid van het aantal aanwezige en vertegenwoordigde effectieve leden.

Een bestuurder die vrijwillig ontslag neemt, moet dit schriftelijk ter kennis brengen van de raad van bestuur. Dit ontslag gaat onmiddellijk in tenzij door dit ontslag het aantal bestuurders onder het statutaire minimum is gedaald. In voorkomend geval, moet de raad van bestuur binnen de twee maanden de algemene vergadering bijeenroepen, teneinde in de vervanging van de betrokken bestuurder te voorzien en hem daarvan ook schriftelijk in kennis te stellen.

De akten betreffende de ambtsbeëindiging en de benoeming van de bestuurders moeten neergelegd worden op de griffie van de rechtbank van koophandel en moeten binnen de dertig dagen na de neerlegging (bij uittreksel) bekendgemaakt worden in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad.

ARTIKEL 13: Bijeenroeping, werking en vergaderingen van de raad van bestuur

De raad van bestuur vergadert na oproeping door de voorzitter of twee bestuurders.

De vergaderingen van de raad van bestuur worden voorgezeten door de voorzitter. Indien deze belet of afwezig is, zal deze functie ingevuld worden door een bestuurder aangeduid door de aanwezige collega's.

De raad van bestuur kan slechts geldig beslissen indien de meerderheid van de bestuurders aanwezig of vertegenwoordigd is. De beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of de stem van diegene die hem vervangt doorslaggevend.

Elke aanwezige bestuurder kan maximum 1 volmacht aanvaarden van een bestuurder die zich laat vertegenwoordigen.

In uitzonderlijke gevallen kunnen de besluiten van de raad van bestuur worden genomen bij eenparig schriftelijk akkoord van de bestuurders.

ARTIKEL 14: Notulen

Van elke vergadering worden notulen gemaakt, die ondertekend worden door de voorzitter en de secretaris en die ingeschreven worden in een daartoe bestemd register dat ter inzage is van de effectieve leden. Bij ontstentenis van deze bestuurders kunnen twee andere bestuurders deze documenten geldig ondertekenen.

ARTIKEL 15: Intern bestuur

De raad van bestuur leidt de zaken van de vereniging en is bevoegd om alle handelingen van intern bestuur te verrichten alsook voor alle aangelegenheden die niet door de wet en door de statuten aan de algemene vergadering worden voorbehouden.

De raad van bestuur benoemt en ontslaat de Nationaal Directeur.

De raad van bestuur vaardigt alle huishoudelijke reglementen uit die hij nodig acht en nuttig oordeelt.

Onverminderd de verplichtingen die voortvloeien uit collegiaal bestuur, met name overleg en toezicht, kunnen de bestuurders de bestuurstaken onder elkaar verdelen. Zodanige verdeling van taken kan aan derden niet worden tegengeworpen, zelfs niet nadat ze zijn openbaar gemaakt. Niet-naleving ervan brengt wel de interne aansprakelijkheid van de betrokken bestuurder(s) in het gedrang.

ARTIKEL 16: Externe vertegenwoordigingsmacht

De raad van bestuur vertegenwoordigt als college de vzw in alle handelingen in en buiten rechte. Hij vertegenwoordigt de vereniging door de meerderheid van zijn leden.

Onverminderd de algemene vertegenwoordigingsbevoegdheid van de raad van bestuur als college, wordt de vzw in en buiten rechte eveneens vertegenwoordigd door twee bestuurders die gezamenlijk handelen.

De bevoegdheid om de vereniging in en buiten rechte te vertegenwoordigen kan door de raad van bestuur bij eenvoudig besluit worden opgedragen aan één of meer personen, al dan niet bestuurder. De bevoegdheden van die bovengenoemde personen worden precies afgebakend door de raad van bestuur, die eveneens de duur van hun mandaat bepaalt. De raad van bestuur zal bepalen hoe een gemachtigde kan optreden naar derden, hetzij elk individueel, hetzij gezamenlijk, hetzij als college. Het mandaat kan ten allen

tijde met onmiddellijke ingang worden ingetrokken door de raad van bestuur. De gemachtigden kunnen vrijwillig ontslag indienen door een schrijven aan de voorzitter en oefenen hun bevoegdheden uit conform hun mandaat.

ARTIKEL 17: Het dagelijks bestuur van de vereniging

De raad van bestuur kan het dagelijks bestuur alsook de vertegenwoordiging van de vereniging wat dat bestuur betreft delegeren aan één of meerdere personen, al dan niet bestuurders of leden van de vereniging. Het mandaat kan ten allen tijde met onmiddellijke ingang worden ingetrokken door de raad van bestuur. De dagelijkse bestuurders kunnen vrijwillig ontslag indienen door een schrijven aan de voorzitter van de algemene vergadering.

De personen die belast zijn met het dagelijks bestuur zijn gemachtigd om een deel van hun machten te subdelegeren.

De dagelijks bestuurder is bevoegd alleen te handelen en dit zowel wat betreft het intern dagelijks bestuur als de externe vertegenwoordigingsmacht voor dat dagelijks bestuur.

Worden tot daden van dagelijks bestuur gerekend alle handelingen die dag aan dag moeten worden verricht om de normale gang van zaken van de VZW te verzekeren en die, zowel wegens hun minder belang als wegens de noodzakelijkheid een onverwijde beslissing te nemen, het optreden van de raad van bestuur niet vereisen of niet wenselijk maken.

De akten betreffende de ambtsbeëindiging en de benoeming van de personen belast met het dagelijks bestuur moeten neergelegd worden op de griffie van de rechtbank van koophandel om te worden gepubliceerd in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad.

TITEL IV : ALGEMENE VERGADERING

ARTIKEL 18: Samenstelling algemene vergadering - stemrecht

De Algemene Vergadering is samengesteld uit alle effectieve leden. Ieder effectief lid heeft één stem.

ARTIKEL 19: Vergaderingen

De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de algemene vergadering of, in geval van afwezigheid van deze laatste, door een lid van de vergadering door deze laatste aangeduid. De secretaris van de raad van bestuur treedt op als secretaris van de algemene vergadering. In geval van diens afwezigheid treedt een lid van de vergadering aangeduid door de algemene vergadering op als dienstdoend secretaris.

Een effectief lid kan zich door een ander effectief lid laten vertegenwoordigen. Ieder effectief lid kan evenwel slechts één ander effectief lid vertegenwoordigen. De volmachten mogen schriftelijk, per e-mail, per telegram, fax en andere elektronische communicatiemiddelen gegeven worden en worden neergelegd op het bureau van de vergadering.

De algemene vergadering kan onder haar effectieve leden een voorzitter verkiezen, voor een duur van drie jaar.

ARTIKEL 20: Bevoegdheden en rol algemene vergadering

De algemene vergadering heeft de volgende bevoegdheden die haar uitdrukkelijk bij wet zijn toegewezen:

- het wijzigen van de statuten,
- de benoeming en de afzetting van de bestuurders,
- de benoeming en de afzetting van de commissarissen en het bepalen van hun bezoldiging ingeval een bezoldiging wordt toegekend,
- de kwijting aan de bestuurders en de commissarissen,
- de goedkeuring van de begroting en van de rekening,
- de vrijwillige ontbinding van de vereniging,
- de benoeming en de uitsluiting van een lid van de vereniging,
- de omzetting van de vereniging in een vennootschap met een sociaal oogmerk,
- alle gevallen waarin deze statuten het vereisen,
- Uitoefenen van alle andere machten en beslissingen die haar door de wet of door deze statuten zijn voorbehouden.

Daarnaast heeft de algemene vergadering als rol het reflecteren over brede strategische opties aangereikt door de raad van bestuur en het functioneren als forum van debat en overleg over thema's aangereikt door de raad van bestuur.

ARTIKEL 21: Bijeenroeping algemene vergadering

De algemene vergadering wordt geldig bijeengeroepen door de raad van bestuur of door de voorzitter van de algemene vergadering telkens als het doel van de vereniging zulks vereist.

Zij moet tenminste eenmaal per jaar worden bijeengeroepen voor het goedkeuren van de jaarrekening van het afgelopen jaar en de begroting van het komend jaar, en dit binnen de zes maanden na afsluitingsdatum van het boekjaar.

De raad van bestuur is bovendien verplicht de algemene vergadering samen te roepen wanneer 1/5 van de effectieve leden daartoe een verzoek richt aan de raad van bestuur en dit per aangetekende brief waarin de te behandelen agendapunten zijn vermeld. In dit geval is de Raad van Bestuur verplicht de algemene vergadering samen te roepen binnen de 21 kalenderdagen met vermelding op de agenda van de gevraagde agendapunten. De bijeenkomst zelf moet uiterlijk de veertigste dag na het verzoek plaatsvinden.

De oproepingen tot de algemene vergadering moeten om geldig te zijn, ondertekend worden door de voorzitter, of twee bestuurders. Alle effectieve leden moeten worden opgeroepen per e-mail, per gewone brief of per aangetekende brief tenminste acht kalenderdagen voor de vergadering.

De oproepingsbrief, die plaats, dag en uur van de vergadering vermeldt, bevat de agenda, die wordt vastgelegd door de raad van bestuur. Elk onderwerp dat schriftelijk wordt voorgedragen door 1/20 van de effectieve leden, moet eveneens op de agenda worden vermeld. Dit onderwerp moet door 1/20 van de leden ondertekend zijn en tenminste 4 kalenderdagen voor de vergadering aan de voorzitter van de raad van bestuur overhandigd zijn. Onderwerpen die niet op de agenda staan, kunnen in geen geval behandeld worden.

ARTIKEL 22: Werking algemene vergadering

De besluiten worden genomen bij eenvoudige meerderheid van de aanwezige en vertegenwoordigde stemmen. De stemming kan gebeuren door afroeping, door handopsteking of, indien gevraagd door minstens 1/3 van de aanwezige of vertegenwoordigde effectieve leden, door geheime stemming. Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter of diegene die op dat ogenblik de vergadering voorzigt.

ARTIKEL 23: Procedure voor statutenwijziging

Tot wijziging van de statuten kan slechts worden besloten met een 2/3 meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde effectieve leden indien 2/3 van de effectieve leden aanwezig of vertegenwoordigd is. Wordt dit aanwezigheidsquorum niet bereikt dan kan een tweede vergadering worden bijeengeroepen die geldig kan beslissen ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde effectieve leden. Deze tweede vergadering mag niet binnen de 15 kalenderdagen volgend op de eerste vergadering worden gehouden.

Tot wijziging van het doel van de vereniging kan slechts met een meerderheid van 4/5 van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde effectieve leden worden besloten, op een vergadering waarop minstens 2/3 van de effectieve leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

Na iedere statutenwijziging zullen de wijzigingen en de volledig gecoördineerde statuten neergelegd worden op de griffie van de rechtbank van koophandel. Binnen de 30 dagen na de neerlegging dient de wijziging (bij uittreksel) bekendgemaakt te worden in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad.

ARTIKEL 24: Notulen algemene vergadering

Van elke vergadering worden notulen gemaakt, die ondertekend worden door de voorzitter en de secretaris en opgenomen worden in een bijzonder register. Dit register kan op de zetel van de vereniging door alle effectieve leden en belanghebbende derden worden ingezien. Uittreksels daarvan worden geldig ondertekend door de voorzitter van de algemene vergadering en de dienstdoende secretaris of door twee bestuurders en bij ontstentenis hiervan door twee leden van de algemene vergadering.

ARTIKEL 25: Toezicht door een commissaris

De vereniging kan één of meer commissarissen benoemen, die lid zijn van het Instituut van bedrijfsrevisoren.

TITEL V : REKENINGEN EN BEGROTINGEN

ARTIKEL 26: Boekhouding

Het boekjaar van de vereniging loopt van 1 juli tot 30 juni.

De raad van bestuur sluit de jaarrekening over het voorbije boekjaar af en bereidt de begroting van het komend boekjaar voor. Beide worden ter goedkeuring aan de algemene vergadering voorgelegd, uiterlijk zes maanden na afsluitingsdatum van het boekjaar.

TITEL VI : ONTBINDING EN VEREFFENING

ARTIKEL 27: Vrijwillige ontbinding

Behoudens gevallen van gerechtelijke ontbinding en ontbinding van rechtswege kan slechts de algemene vergadering tot ontbinding besluiten indien 2/3 van de effectieve leden op de algemene vergadering aanwezig of vertegenwoordigd zijn en zij met een 4/5 meerderheid akkoord ~~is~~ gaan om de vereniging vrijwillig te ontbinden. Het voorstel tot vrijwillige ontbinding van de vereniging moet uitdrukkelijk op de agenda van de algemene vergadering vermeld worden.

Indien het aanwezigheidsquorum niet wordt behaald, dan moet een tweede algemene vergadering worden bijeengeroepen die geldig beraadslaagt ongeacht het aantal aanwezige en vertegenwoordigde effectieve leden mits een 4/5 meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden akkoord gaan om de vereniging vrijwillig te ontbinden.

In geval van vrijwillige ontbinding benoemt de algemene vergadering één of meer vereffenaars. Zij bepaalt tevens hun bevoegdheid alsmede de vereffeningvoorwaarden.

Het netto-actief zal worden overgedragen aan een organisme dat in rechte of in feite een doel nastreeft dat zoveel mogelijk het doel van de vereniging benadert.

Het ontbindingsbesluit, de benoeming en de ambtsbeëindiging van de vereffenaars zal worden neergelegd op de griffie van de rechtbank van koophandel. Binnen de 30 dagen na de neerlegging dient dit ontbindingsbesluit, de benoeming en de ambtsbeëindiging van de vereffenaars bij uittreksel bekendgemaakt te worden in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad.

ARTIKEL 28

Voor alles wat in deze statuten niet is voorzien of geregeld, blijft de Wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen, toepasselijk.

Aldus opgemaakt en aangenomen op de algemene vergadering van 24 juni 2017.

Te Brussel, 24 juni 2017

Stan Bartholomeeussen
Voorzitter

Leen Gysen
Secretaris

STATUTS ADAPTES

L'assemblée générale du 24 juin 2017, convoquée valablement et disposant du nombre nécessaire en matière de présence et de majorité décisionnelle, a décidé en séance de modifier et d'approuver les statuts coordonnés suivants.

TITRE I: DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE

ARTICLE 1 : Nom

L'association est dénommée: Plan International België, Plan International Belgique, Plan International Belgium.

ARTICLE 2 : Siège

Le siège de l'association est établi dans la région de Bruxelles-Capitale à l'adresse Galerie Ravenstein, n°3, 1000 Bruxelles et ressort de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Il ne peut être déplacé que par l'assemblée générale, pourvu que celle-ci respecte en outre les règles exigées pour une modification des statuts et décrites dans ses statuts.

ARTICLE 3 : Objectif et activités

L'asbl Plan International Belgique est une organisation non gouvernementale belge autonome, membre de la coalition internationale Plan, qui œuvre pour un monde juste qui fait progresser les droits de l'enfant, tel que repris dans la Convention relative aux droits de l'enfant, avec une attention particulière pour l'égalité entre les filles et les garçons.

Plan International Belgique contribue à ces objectifs comme suit :

1. En mettant en œuvre des programmes de développement dans des contextes structurels et humanitaires, avec une attention spécifique pour le genre et le développement communautaire centré sur l'enfant ;
2. En conscientisant et mobilisant le grand public et en sensibilisant des groupes cibles spécifiques avec une approche d'éducation aux droits de l'enfant ;
3. En défendant les droits auprès des autorités et autres acteurs sociaux pertinents, afin de les amener à agir en fonction des droits de l'enfant et de l'égalité pour les filles et les garçons ;
4. En adaptant l'approche relative aux droits (rights-based approach) sur la base du développement d'une expertise spécifique, ceci en partenariat avec des acteurs stratégiques locaux.

De ceci, résultent d'une part l'élargissement de l'assise sociale et d'autre part les changements sociaux durables qui visent un respect des décideurs politiques pour les droits de l'enfant dans les domaines politique, social et privé, tant au niveau de la coopération au développement que dans d'autres secteurs sociaux pertinents.

Plan International Belgique peut également entreprendre toute activité pouvant favoriser cet objectif. Dans ce sens, elle peut aussi poser des actes commerciaux, pour autant que leur rapport soit consacré à l'objet pour lequel elle a été fondée.

Les activités de Plan International Belgique seront développées conformément à la réglementation belge d'application pour Plan International Belgique, particulièrement en ce qui concerne l'émission d'attestations fiscales et la reconnaissance de l'organisation en tant qu'ONG.

ARTICLE 4 : Durée

L'association a été fondée pour une durée indéterminée mais peut être dissoute à tout moment.

TITRE II: MEMBRES

ARTICLE 5 : Types de membres

- L'association est constituée de:
1. membres effectifs
 2. membres adhérents
 3. membres honoraires

Le nombre de membres effectifs est illimité mais ne peut être inférieur à trois. Les fondateurs sont les premiers membres effectifs. Seuls les membres effectifs jouissent d'une affiliation complète, droit de vote à l'assemblée générale inclus. Les membres effectifs sont ceux dont le nom est mentionné dans le registre des membres tenu au siège de l'association et dont, conformément à l'art. 26, novies, §1, 3° de la législation actuelle, une copie est déposée au greffe du tribunal de commerce. Les dispositions légales ne sont d'application que pour les membres effectifs.

ARTICLE 6 : Membres effectifs

Peut s'affilier en tant que membre de l'association toute personne physique ou personne juridique qui est acceptée comme telle par l'assemblée générale, et ce, sur proposition du conseil d'administration. L'affiliation vaut pour une période de 4 ans et est renouvelable deux fois. Lorsqu'un membre effectif devient administrateur, une nouvelle période de 4 ans renouvelable deux fois commence. La candidature d'un candidat-membre doit être introduite par écrit auprès du président du conseil d'administration. Les membres effectifs ne sont pas obligés de payer une cotisation.

ARTICLE 7 : Membre adhérents

Les membres adhérents sont toutes les personnes physiques et groupements, avec ou sans personnalité juridique, qui paient des cotisations. L'appartenance à un groupement qui est membre adhérent n'entraîne pas l'affiliation individuelle. Les membres adhérents n'ont pas droit de vote à l'assemblée générale. Ils ne détiennent que les droits et obligations qui leurs sont explicitement attribués et repris dans les présents statuts.

ARTICLE 8 : Membres honoraires

Dans des conditions qu'il doit déterminer, le conseil d'administration peut également admettre dans l'association d'autres personnes en qualité de membres honoraires. Les membres honoraires sont des personnes ayant rendu des services à l'association ou qui s'engagent ou se sont engagés d'une autre manière dans la réalisation des objectifs visés par l'association. Ceux-ci sont considérés comme membres adhérents.

ARTICLE 9 : Cessation – Suspension

Chaque membre effectif peut à tout moment se retirer de l'association. La démission doit être signifiée au conseil d'administration.

Chaque membre adhérent peut se retirer de l'association à tout moment en informant Plan. Est également considéré comme démissionnaire le membre adhérent qui n'a pas payé les cotisations dues dans un délai d'un mois après le dernier rappel électronique ou écrit qui lui a été envoyé.

Le conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale de suspendre les droits inhérents à la qualité de membre des membres effectifs, adhérents et honoraires qui se sont rendus coupables d'une infraction grave aux statuts ou aux normes de conduite avec une décision définitive de l'assemblée générale concernant l'affiliation du membre concerné. Cette décision est confirmée par écrit au membre concerné.

L'assemblée générale peut suspendre les droits inhérents à la qualité de membre des membres effectifs qui ne sont pas présents, excusés ou ne justifient pas leur absence ou ne se font pas représenter pendant deux réunions consécutives de l'assemblée générale. Un point peut être mis à l'agenda concernant la suspension d'un membre effectif par un vingtième des membres effectifs, conformément à leur droit légal.

Si un membre effectif agit en contradiction avec les objectifs de l'a.s.b.l., son affiliation peut, sur proposition du conseil d'administration ou à la demande d'au moins 1/5 de tous les membres effectifs, être suspendue par décision de l'assemblée générale par majorité des 2/3 des voix des membres effectifs présents ou représentés. Le membre effectif dont la suspension de l'affiliation est proposée a le droit d'être entendu.

Les membres adhérents qui agissent en contradiction avec les objectifs de l'a.s.b.l. peuvent être exclus par décision unilatérale du conseil d'administration.

ARTICLE 10 : Droits au patrimoine

Aucun membre ne peut revendiquer ou prétendre au patrimoine de l'a.s.b.l. Cette privation des droits au patrimoine vaut à tout moment : pendant l'affiliation, lors de la cessation de l'affiliation pour quelque raison que ce soit, lors de la dissolution de l'a.s.b.l., etc.

TITRE III: LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARTICLE 11 : Composition du conseil d'administration

L'association est administrée par un conseil d'administration d'au moins trois membres et de maximum treize administrateurs qui sont également membres effectifs de l'association. Si l'assemblée générale ne compte que trois membres effectifs, le conseil d'administration n'est constitué que de deux personnes. En tout cas, le nombre d'administrateurs doit toujours être inférieur au nombre de membres effectifs de l'assemblée générale. Les administrateurs font abstention de leur droit de vote au sein de l'assemblée générale pour les points à l'agenda concernant le budget et la clôture financière de l'année fiscale.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration, et ce par une majorité simple des membres effectifs présents ou représentés. Les mandats des administrateurs peuvent également être proposés par un cinquième ou un vingtième des membres effectifs, conformément à leur droit légal.

Les administrateurs sont nommés pour une période de maximum 4 ans. Le mandat d'administrateur est renouvelable deux fois. Cette période est indépendante du nombre d'années que l'administrateur était membre effectif.

Les administrateurs exercent leur mandat gratuitement. Les frais générés dans le cadre de l'exercice de leur mandat d'administrateur peuvent toutefois être remboursés.

Le conseil d'administration élit parmi les administrateurs un président, un secrétaire, un trésorier et toute fonction nécessaire au bon fonctionnement de l'association.

ARTICLE 12: Cessation de fonctions et révocation des administrateurs - Annonce

Le mandat des administrateurs se termine par révocation par l'assemblée générale, par démission volontaire, par échéance du mandat, par décès ou pour cause d'incapacité légale.

La révocation d'un administrateur par l'assemblée générale est décidée à la simple majorité du nombre de membres effectifs présents et représentés.

Un administrateur qui donne volontairement sa démission doit le porter à la connaissance du conseil d'administration par écrit. Cette démission prend immédiatement cours sauf si elle fait tomber le nombre minimum d'administrateurs sous le minimum statutaire. Le cas échéant, le conseil d'administration doit convoquer l'assemblée générale dans un délai de deux mois afin de pourvoir au remplacement de l'administrateur concerné et l'en informer par écrit.

Les actes concernant la cessation de fonctions et la nomination des administrateurs doivent être déposés au greffe du tribunal de commerce et doivent être publiés aux annexes du Moniteur belge dans un délai de trente jours après leur dépôt (par extrait).

ARTICLE 13: Convocation, fonctionnement et réunions du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit après convocation par le président ou deux administrateurs.

Les réunions du conseil d'administration sont présidées par le président. S'il est indisposé ou absent, cette fonction sera assurée par un administrateur désigné par les collègues présents.

Le conseil d'administration ne peut décider valablement que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée. Les décisions se prennent à la simple majorité des voix. En cas d'égalité des voix, la voix du président ou de celui qui le remplace prévaut.

Chaque administrateur présent peut accepter au maximum 1 procuration d'un administrateur qui se fait représenter.

Dans des cas exceptionnels les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par accord écrit unanime des administrateurs.

ARTICLE 14 : Procès-verbaux

Après chaque séance, un procès-verbal est rédigé et signé par le président et le secrétaire. Le procès-verbal est inscrit dans un registre destiné à cet effet, et peut être consulté par les membres effectifs. En l'absence de ces administrateurs, deux autres administrateurs peuvent signer valablement ces documents.

ARTICLE 15 : Gestion interne

Le conseil d'administration dirige les affaires de l'association et est compétent pour effectuer tous les opérations de gestion interne nécessaire ou utiles à la réalisation de l'objectif visé par l'a.s.b.l., à l'exception des opérations explicitement réservée à l'assemblée générale par la loi.

Le conseil d'administration gère les affaires de l'association et est autorisé à effectuer tous les actes de gouvernance interne, ainsi que toutes les questions ne sont pas réservées par la loi et par les statuts à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration nomme et licencie le Directeur National.

Le conseil d'administration décrète tous les règlements d'ordre intérieur qu'il estime nécessaires et utiles et règle toutes les questions non réservés par la loi et par les statuts à l'assemblée générale.

Sous réserve des obligations qui découlent de l'administration collégiale, en particulier la concertation et le contrôle, les administrateurs peuvent se répartir les tâches de gestion.

ARTICLE 16 : Pouvoir de représentation externe

Le conseil d'administration représente l'a.s.b.l. en tant que collège dans toutes les opérations judiciaires et extrajudiciaires. Il représente l'association par la majorité de ses membres.

Sous réserve des compétences de représentation générales du conseil d'administration en tant que collège, l'a.s.b.l. est également représentée judiciairement et extrajudiciairement par deux administrateurs qui opèrent conjointement.

La compétence de représenter l'association dans les affaires judiciaires et extrajudiciaires peut être confiée à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou non, sur simple décision du conseil d'administration. Les compétences des personnes précitées sont précisément délimitées par le conseil d'administration, qui définit également la durée de leur mandat. Le Conseil d'administration déterminera la façon dont un délégué peut agir vis-à-vis des tierces parties, soit individuellement, soit conjointement, soit en tant que collège. Le conseil d'administration peut à tout moment annuler le mandat, avec entrée en vigueur immédiate. Les mandataires peuvent démissionner volontairement en écrivant une lettre au président et exercent leurs pouvoirs conformément à leur mandat.

ARTICLE 17 : Gestion journalière de l'association

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière ainsi que la représentation de l'association pour ce qui est de cette gestion à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou membres de l'association ou non. Le conseil d'administration peut à tout moment annuler le mandat, avec entrée en vigueur immédiate. Les personnes chargées de la gestion journalière peuvent démissionner volontairement, en écrivant un courrier au président de l'assemblée générale. Les personnes chargées de la gestion journalière sont habilitées à déléguer une partie de leurs pouvoirs.

La gestion journalière est habilitée à opérer seule et ce tant en ce qui concerne la gestion journalière interne que le pouvoir de représentation externe pour cette gestion journalière.

Par dérogation à l'article 13bis de la loi A&F, les personnes chargées de la gestion journalière ne peuvent pas, sans l'accord de deux administrateurs, prendre de décisions ni poser d'actes juridiques qui sont liés à la représentation de l'a.s.b.l. dans le cadre de la gestion journalière pour les transactions qui dépassent 75.000 euros.

Sont repris sous les actes de la gestion journalière, toutes les opérations qui doivent être effectuées jour après jour pour assurer le cours normal des affaires de l'a.s.b.l. et ce, tant en raison de leur importance moindre qu'en raison de leur nécessité de prendre une décision immédiate, ne nécessitent pas ou ne rendent pas souhaitable l'intervention du conseil d'administration.

Les actes concernant la cessation de fonctions et la nomination des personnes chargées de la gestion journalière doivent être déposés au greffe du tribunal de commerce pour être publiés aux annexes du Moniteur belge.

TITEL IV: ASSEMBLEE GENERALE

ARTICLE 18 : Composition de l'assemblée générale

L'Assemblée générale est composée de tous les membres effectifs. Chaque membre a une voix.

ARTICLE 19 : Réunions

L'Assemblée générale est présidée par le président de l'Assemblée générale ou, en cas d'absence de ce dernier, par un membre de l'assemblée désigné par celle-ci. Le secrétaire du conseil d'administration fait office de secrétaire de l'assemblée générale. En cas d'absence de ce dernier, un membre de l'assemblée désigné par l'assemblée générale fait office de secrétaire faisant fonction.

Un membre effectif peut se faire représenter par un autre membre effectif. Chaque membre effectif ne peut toutefois remplacer qu'un seul autre membre effectif. Les procurations peuvent être transmises par e-mail, par télégramme, par fax et autres moyens de communication électronique et sont déposés au bureau de l'assemblée.

L'assemblée générale peut élire un président parmi ses membres effectifs, pour une durée de trois ans.

ARTICLE 20 : Compétences et rôle de l'assemblée générale

L'assemblée générale dispose des compétences qui lui sont explicitement attribuées par la loi :

- modifier les statuts,
- nommer et révoquer les administrateurs,
- nommer et révoquer les commissaires et définir leur rémunération si une rémunération est accordée,
- donner quittance aux administrateurs et commissaires,
- approuver le budget et les comptes,
- dissoudre volontairement l'association,
- nommer et exclure un membre de l'association,
- convertir l'association en une société à finalité sociale,
- tous les cas où les présents statuts l'exigent,
- exercer tous les autres pouvoirs et décisions qui lui sont réservés par la loi ou par les présents statuts.

En outre, l'assemblée générale a pour rôle de réfléchir sur les options stratégiques larges proposées par le conseil d'administration et de fonctionner comme forum de débat et de concertation sur les thèmes proposés par le conseil d'administration.

ARTICLE 21 : Convocation de l'assemblée générale

Le conseil d'administration ou le président de l'assemblée générale convoque valablement l'assemblée générale chaque fois que l'objet de l'association l'exige.

Elle doit être convoquée au moins une fois par an pour l'approbation des comptes annuels de l'année précédente et pour le budget de l'année suivante, et ce, dans un délai de six mois après la date de clôture de l'exercice.

Le conseil d'administration est en outre tenu de convoquer l'assemblée générale quand 1/5 des membres effectifs adresse à cet effet une requête au conseil d'administration et ceci par lettre recommandée mentionnant les points à mentionner à l'ordre du jour. Dans ce cas, le Conseil d'administration doit convoquer l'assemblée générale dans un délai de 21 jours ouvrables et mentionner à l'ordre du jour les points demandés. Cette assemblée générale doit se tenir endéans les 40 jours suivant la convocation.

Pour être valables, les convocations à l'assemblée générale doivent être signées par le président ou deux administrateurs. Tous les membres effectifs doivent être convoqués par courrier électronique, par simple lettre ou par lettre recommandée au moins huit jours civils avant l'assemblée.

La lettre de convocation mentionnant le lieu, le jour et l'heure de l'assemblée, reprend l'ordre du jour qui est fixé par le conseil d'administration. Chaque point proposé par écrit par 1/20 des membres effectifs doit également être mentionné à l'ordre du jour. Ce point doit être signé par 1/20 des membres et être remis au président du conseil d'administration au moins 4 jours civils avant l'assemblée. Les points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour ne peuvent en aucun cas être traités.

ARTICLE 22 : Fonctionnement de l'assemblée générale

Les décisions se prennent à la simple majorité des voix présentes et représentées. Le vote peut avoir lieu par appel nominal, à main levée ou si demandé par au moins 1/3 des membres effectifs présents ou représentés, par vote anonyme. En cas d'égalité des voix, la voix du président ou de celui qui préside l'assemblée prévaut.

ARTICLE 23 : Procédure de modification des statuts

On ne peut décider de modifier les statuts qu'avec une majorité de 2/3 des voix des membres effectifs présents ou représentés, si 2/3 des membres effectifs sont présents ou représentés. Si ce quorum de présence n'est pas atteint, on peut convoquer une deuxième assemblée qui pourra prendre une décision valable, indépendamment du nombre de membres effectifs présents ou représentés. Cette deuxième assemblée ne peut avoir lieu dans un délai de 15 jours civils suivant la première assemblée.

La modification de l'objet de l'association ne peut être décidée qu'à une majorité de 4/5 des voix des membres effectifs présents ou représentés, à une assemblée où au moins 2/3 des membres effectifs sont présents ou représentés.

Après toute modification des statuts, les modifications et les statuts entièrement coordonnés seront déposés au greffe du tribunal de commerce. La modification doit être publiée (par extrait) aux annexes du Moniteur belge dans un délai de 30 jours après son dépôt.

ARTICLE 24 : Procès-verbal assemblée générale

Après chaque assemblée générale, on rédige un procès-verbal qui est signé par le président et le secrétaire et inséré dans un registre spécial. Ce registre peut être consulté au siège de l'association par tous les membres effectifs et tous les tiers concernés. Les extraits de celui-ci sont valablement signés par le président de l'assemblée générale et le secrétaire faisant fonction ou par deux administrateurs et en l'absence de ceux-ci, par deux membres de l'assemblée générale.

ARTICLE 25 : Contrôle par un commissaire

L'association peut nommer un ou plusieurs commissaires membres de l'Institut des réviseurs d'entreprise.

TITEL V: COMPTES ET BUDGETS

ARTICLE 26 : Comptabilité

L'exercice de l'association court du 1^{er} juillet au 30 juin.

Le conseil d'administration clôture les comptes annuels de l'exercice précédent et prépare le budget de l'exercice suivant. Tous deux sont présentés pour approbation à l'assemblée générale qui se tient au plus tard dans un délai de six mois après la date de clôture de l'exercice.

TITRE VI: DISSOLUTION ET LIQUIDATION

ARTICLE 27 : Dissolution volontaire

Sauf cas de dissolution judiciaire et de dissolution de plein droit, seule l'assemblée générale peut décider de la dissolution si 2/3 des membres effectifs sont présents ou représentés à l'assemblée générale et si une majorité de 4/5 consent à dissoudre volontairement l'association. La proposition de dissolution volontaire de l'association doit être mentionnée expressément à l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, il faut convoquer une deuxième assemblée générale qui délibère valablement indépendamment du nombre de membres effectifs présents et représentés pour autant qu'une majorité de 4/5 consent à dissoudre volontairement l'association.

En cas de dissolution volontaire, l'assemblée générale ou en l'absence de celle-ci, le tribunal, nomme un ou plusieurs liquidateurs. Elle définit également leurs compétences ainsi que les conditions de la liquidation.

L'actif net sera transféré à un organisme qui, juridiquement ou de fait, poursuit un objectif qui approche le plus possible l'objectif de l'association.

La dissolution, la décision de dissolution, la nomination et la cessation de fonctions des liquidateurs seront déposées au greffe du tribunal de commerce. Dans un délai de 30 jours après leur dépôt, cette décision de dissolution, la nomination et la cessation de fonctions des liquidateurs doivent être publiées par extrait aux annexes du Moniteur belge.

ARTICLE 28

Pour tout ce qui n'est pas prévu ou réglé dans les présents statuts, la Loi du 27 juin 1921 sur les associations à but non lucratif, les fondations et les partis politiques européens et fondations reste d'application.

Ainsi établi et accepté par l'assemblée générale du 24 juin 2017.

A Bruxelles, le 24 juin 2017.

Stan Bartholomeeussen
Président

Leen Gysen
Secrétaire

Annexe 2 : Copie du dernier rapport des comptes financiers annuels et du dernier rapport d'audit



PLAN INTERNATIONAL BELGIË VZW

**Verslag van de commissaris aan de algemene
ledenvergadering over de jaarrekening voor het
boekjaar afgesloten op 30 juni 2019**

6 november 2019



VERSLAG VAN DE COMMISSARIS AAN DE ALGEMENE LEDENVERGADERING VAN DE VERENIGING PLAN INTERNATIONAL BELGIË VZW OVER DE JAARREKENING VOOR HET BOEKJAAR AFGESLOTEN OP 30 JUNI 2019

In het kader van de wettelijke controle van de jaarrekening van Plan International België VZW (de "Vereniging"), leggen wij u ons commissarisverslag voor. Dit bevat ons verslag over de jaarrekening alsook de overige door wet- en regelgeving gestelde eisen. Dit vormt één geheel en is ondeelbaar.

Wij werden benoemd in onze hoedanigheid van commissaris door de algemene vergadering van 22 oktober 2016, overeenkomstig het voorstel van het bestuursorgaan. Ons mandaat loopt af op de datum van de algemene vergadering die beraadslaagt over de jaarrekening voor het boekjaar afgesloten op 30 juni 2019. Wij hebben de wettelijke controle van de jaarrekening van Plan International België VZW uitgevoerd gedurende 18 opeenvolgende boekjaren.

Verslag over de jaarrekening

Oordeel zonder voorbehoud

Wij hebben de wettelijke controle uitgevoerd van de jaarrekening van de Vereniging, die de balans op 30 juni 2019 omvat, alsook de resultatenrekening van het boekjaar afgesloten op die datum en de toelichting. De jaarrekening vertoont een balanstotaal van EUR 13.718.288 en de resultatenrekening sluit af met een positief resultaat van het boekjaar van EUR 200.000.

Naar ons oordeel geeft de jaarrekening een getrouw beeld van het vermogen en de financiële toestand van de Vereniging per 30 juni 2019, alsook van haar resultaten over het boekjaar dat op die datum is afgesloten, in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel.

Basis voor ons oordeel zonder voorbehoud

Wij hebben onze controle uitgevoerd volgens de internationale controlestandaarden (ISA's) zoals van toepassing in België. Wij hebben bovendien de internationale controlestandaarden zoals door de IAASB van toepassing verklaard op de boekjaren afgesloten vanaf 30 juni 2019 en nog niet goedgekeurd op nationaal niveau toegepast. Onze verantwoordelijkheden op grond van deze standaarden zijn verder beschreven in de sectie "*Verantwoordelijkheden van de commissaris voor de controle van de jaarrekening*" van ons verslag. Wij hebben alle deontologische vereisten die relevant zijn voor de controle van de jaarrekening in België nageleefd, met inbegrip van deze met betrekking tot de onafhankelijkheid.

Wij hebben van het bestuursorgaan en van de aangestelden van de Vereniging de voor onze controle vereiste ophelderingen en inlichtingen verkregen.

Wij zijn van mening dat de door ons verkregen controle-informatie voldoende en geschikt is als basis voor ons oordeel.

Verantwoordelijkheden van het bestuursorgaan voor het opstellen van de jaarrekening

Het bestuursorgaan is verantwoordelijk voor het opstellen van een jaarrekening die een getrouw beeld geeft in overeenstemming met het in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel, alsook voor de interne beheersing die het bestuursorgaan noodzakelijk acht voor het opstellen van de jaarrekening die geen afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten.

Bij het opstellen van de jaarrekening is het bestuursorgaan verantwoordelijk voor het inschatten van de mogelijkheid van de Vereniging om haar continuïteit te handhaven, het toelichten, indien van toepassing, van aangelegenheden die met continuïteit verband houden en het gebruiken van de continuïteitsveronderstelling, tenzij het bestuursorgaan het voornemen heeft om de Vereniging te ontbinden of om de activiteiten te beëindigen, of geen realistisch alternatief heeft dan dit te doen.

Verantwoordelijkheden van de commissaris voor de controle van de jaarrekening

Onze doelstellingen zijn het verkrijgen van een redelijke mate van zekerheid over de vraag of de jaarrekening als geheel geen afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten; en het uitbrengen van een commissarisverslag waarin ons oordeel is opgenomen. Een redelijke mate van zekerheid is een hoog niveau van zekerheid, maar is geen garantie dat een controle die overeenkomstig de ISA's is uitgevoerd altijd een afwijking van materieel belang ontdekt wanneer die bestaat. Afwijkingen kunnen zich voordoen als gevolg van fraude of fouten en worden als van materieel belang beschouwd indien redelijkerwijs kan worden verwacht dat zij, individueel of gezamenlijk, de economische beslissingen genomen door gebruikers op basis van deze jaarrekening, beïnvloeden.

Bij de uitvoering van onze controle leven wij het wettelijk, reglementair en normatief kader na dat van toepassing is op de controle van de jaarrekening in België.

Als deel van een controle uitgevoerd overeenkomstig de ISA's, passen wij professionele oordeelsvorming toe en handhaven wij een professioneel-kritische instelling gedurende de controle. We voeren tevens de volgende werkzaamheden uit:

- het identificeren en inschatten van de risico's dat de jaarrekening een afwijking van materieel belang bevat die het gevolg is van fraude of van fouten, het bepalen en uitvoeren van controlewerkzaamheden die op deze risico's inspelen en het verkrijgen van controle-informatie die voldoende en geschikt is als basis voor ons oordeel. Het risico van het niet detecteren van een van materieel belang zijnde afwijking is groter indien die afwijking het gevolg is van fraude dan indien zij het gevolg is van fouten, omdat bij fraude sprake kan zijn van samenspanning, valsheid in geschrifte, het opzettelijk nalaten om transacties vast te leggen, het opzettelijk verkeerd voorstellen van zaken of het doorbreken van de interne beheersing;
- het verkrijgen van inzicht in de interne beheersing die relevant is voor de controle, met als doel controlewerkzaamheden op te zetten die in de gegeven omstandigheden geschikt zijn maar die niet zijn gericht op het geven van een oordeel over de effectiviteit van de interne beheersing van de Vereniging;
- het evalueren van de geschiktheid van de gehanteerde grondslagen voor financiële verslaggeving en het evalueren van de redelijkheid van de door het bestuursorgaan gemaakte schattingen en van de daarop betrekking hebbende toelichtingen;

- het concluderen of de door het bestuursorgaan gehanteerde continuïteitsveronderstelling aanvaardbaar is, en het concluderen, op basis van de verkregen controle-informatie, of er een onzekerheid van materieel belang bestaat met betrekking tot gebeurtenissen of omstandigheden die significante twijfel kunnen doen ontstaan over de mogelijkheid van de Vereniging om haar continuïteit te handhaven. Indien wij concluderen dat er een onzekerheid van materieel belang bestaat, zijn wij ertoe gehouden om de aandacht in ons commissarisverslag te vestigen op de daarop betrekking hebbende toelichtingen in de jaarrekening, of, indien deze toelichtingen inadequaat zijn, om ons oordeel aan te passen. Onze conclusies zijn gebaseerd op de controle-informatie die verkregen is tot de datum van ons commissarisverslag. Toekomstige gebeurtenissen of omstandigheden kunnen er echter toe leiden dat de Vereniging haar continuïteit niet langer kan handhaven;
- het evalueren van de algehele presentatie, structuur en inhoud van de jaarrekening, en van de vraag of de jaarrekening de onderliggende transacties en gebeurtenissen weergeeft op een wijze die leidt tot een getrouw beeld.

Wij communiceren met het bestuursorgaan onder meer over de geplande reikwijdte en timing van de controle en over de significante controlebevindingen, waaronder eventuele significante tekortkomingen in de interne beheersing die wij identificeren gedurende onze controle.

Overige door wet- en regelgeving gestelde eisen

Verantwoordelijkheden van het bestuursorgaan

Het bestuursorgaan is verantwoordelijk voor het naleven van de wettelijke en reglementaire voorschriften die van toepassing zijn op het voeren van de boekhouding, alsook voor het naleven van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen en van de statuten van de Vereniging.

Verantwoordelijkheden van de commissaris

In het kader van ons mandaat en overeenkomstig de Belgische bijkomende norm (Herzien in 2018) bij de in België van toepassing zijnde internationale controlestandaarden (ISA's), is het onze verantwoordelijkheid om, in alle van materieel belang zijnde opzichten, de naleving van de statuten en van bepaalde voorschriften uit de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen te verifiëren, alsook verslag over deze aangelegenheden uit te brengen.

Vermeldingen betreffende de onafhankelijkheid

- Ons bedrijfsrevisorenkantoor en ons netwerk hebben geen opdrachten verricht die onverenigbaar zijn met de wettelijke controle van de jaarrekening en ons bedrijfsrevisorenkantoor is in de loop van ons mandaat onafhankelijk gebleven tegenover de Vereniging.
- De honoraria voor de bijkomende opdrachten die verenigbaar zijn met de wettelijke controle van de jaarrekening bedoeld in artikel 17 van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen, dat verwijst

naar artikel 134 van het Wetboek van vennootschappen, werden correct vermeld en uitgesplitst in de toelichting bij de jaarrekening.

Andere vermeldingen

- Onverminderd formele aspecten van ondergeschikt belang, werd de boekhouding gevoerd in overeenstemming met de in België van toepassing zijnde wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften.
- Wij dienen u geen verrichtingen of beslissingen mede te delen die in overtreding met de statuten of de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen zijn gedaan of genomen.

Gent, 6 november 2019

De commissaris
PwC Bedrijfsrevisoren CVBA
Vertegenwoordigd door



Ilse De Baets
Bedrijfsrevisor

JAARREKENING IN EURO

Naam: **Plan International België, Plan International Belgique, Plan International Belgium**

Rechtsvorm: Vereniging zonder winstoogmerk

Adres: Galerie Ravenstein

Nr: 3

Bus: 5

Postnummer: 1000

Gemeente: Brussel

Land België

Rechtspersonenregister (RPR) - Ondernemingsrechtbank van

Brussel, nederlandstalige

Internetadres:

Ondernemingsnummer

BE0425420917

Datum van de neerlegging van de oprichtingsakte OF van het recentste stuk dat de datum van bekendmaking van de oprichtingsakte en van de akte tot statutenwijziging vermeldt.

11-09-2017

JAARREKENING goedgekeurd door de algemene vergadering* van

09-11-2019

met betrekking tot het boekjaar dat de periode dekt van

01-07-2018

tot

30-06-2019

Vorig boekjaar van

01-07-2017

tot

30-06-2018

De bedragen van het vorige boekjaar zijn identiek met die welke eerder openbaar werden gemaakt.

Zijn gevoegd bij deze jaarrekening:

Nummers van de secties van het standaardmodel die niet werden neergelegd omdat ze niet dienstig zijn:

VOL-vzw 5.1, VOL-vzw 5.2.1, VOL-vzw 5.2.3, VOL-vzw 5.2.4, VOL-vzw 5.3.1, VOL-vzw 5.3.4, VOL-vzw 5.3.6, VOL-vzw 5.4.1, VOL-vzw 5.4.2, VOL-vzw 5.4.3, VOL-vzw 5.5.1, VOL-vzw 5.5.2, VOL-vzw 5.5.3, VOL-vzw 5.15, VOL-vzw 8

VOLLEDIGE LIJST met naam, voornamen, beroep, woonplaats (adres, nummer, postnummer en gemeente) en functie in de vereniging of stichting, van de BESTUURDERS EN COMMISSARISSEN en, in voorkomend geval, van de vertegenwoordiger in België van de buitenlandse vereniging

GREGA Pierre

Rue des Combattants 57
1457 Walhain
BELGIE

Begin van het mandaat: 28-05-2008 Einde van het mandaat: 25-05-2020 Bestuurder

LEFEBVRE Olivier

Tervuursesteenweg 111
1160 Oudergem
BELGIE

Begin van het mandaat: 24-06-2018 Einde van het mandaat: 24-06-2022 Penningmeester

D'HONDT Walter

Vroonstallestraat 48
9032 Wondelgem
BELGIE

Begin van het mandaat: 23-06-2010 Einde van het mandaat: 26-06-2019 Bestuurder

Begin van het mandaat: 22-06-2019 Einde van het mandaat: 26-06-2023 Bestuurder

PHILIPPART Agnes

Troonstraat 20
1000 Brussel
BELGIE

Begin van het mandaat: 15-01-2011 Einde van het mandaat: 22-09-2018 Bestuurder

Begin van het mandaat: 22-09-2018 Einde van het mandaat: 24-06-2022 Bestuurder

GYSEN Leen

Sint-Annastraat 1
3390 Sint-Joris-Winge
BELGIE

Begin van het mandaat: 18-05-2018 Einde van het mandaat: 17-05-2022 Voorzitter van de Raad van Bestuur

Begin van het mandaat: 21-05-2018 Einde van het mandaat: 17-05-2022 Bestuurder

SYNHAEVE Marijke

Sint Annastraat 5
6524EB Nijmegen
NEDERLAND

Begin van het mandaat: 25-10-2017 Einde van het mandaat: 20-10-2021 Bestuurder

DE VEILDER Sabine

Meerlaan 11
1910 Kampenhout

BELGIE
Begin van het mandaat: 07-03-2015 Einde van het mandaat: 06-03-2019 Bestuurder
Begin van het mandaat: 06-03-2019 Einde van het mandaat: 06-03-2023 Bestuurder

STEYNEN Julie

Rue du Pont Louvy 2
7190 Ecaussinnes
BELGIE
Begin van het mandaat: 25-06-2016 Einde van het mandaat: 22-06-2019 Bestuurder

VAN BELLE Mirjam

Lozevisserstraat 12
9000 Gent
BELGIE
Begin van het mandaat: 28-01-2017 Einde van het mandaat: 27-01-2021 Bestuurder

BREMS Eva

Erasmie Ruelensvest 161
3001 Heverlee
BELGIE
Begin van het mandaat: 24-06-2017 Einde van het mandaat: 23-06-2021 Bestuurder

TOUSSAINT Mathieu

Kapellestraat 22
3080 Tervuren
BELGIE
Begin van het mandaat: 23-06-2018 Einde van het mandaat: 23-06-2022 Bestuurder

VAN BELLEGHEM Steven

Groenevijvers 1
9910 Knesselare
BELGIE
Begin van het mandaat: 23-06-2018 Einde van het mandaat: 23-06-2022 Bestuurder

DE AGUIRRE Aintzane

Paul Devignestraat 70/28
1030 Schaarbeek
BELGIE
Begin van het mandaat: 23-06-2018 Einde van het mandaat: 23-06-2022 Bestuurder

HAMZAOUI Yoursi

Joseph Pavezstraat 15
1070 Anderlecht
BELGIE
Begin van het mandaat: 22-06-2019 Einde van het mandaat: 21-06-2023 Bestuurder

PRICEWATERHOUSECOOPERS BEDRIJFSREVISOREN CVBA (B00009)

BE 0429.501.944
Woluwegarden Woluwedal 18
1932 Sint-Stevens-Woluwe
BELGIE

Begin van het mandaat: 22-10-2016

Einde van het mandaat: 09-11-2019

Commissaris

Direct of indirect vertegenwoordigd door:

DE BAETS Ilse

Bedrijfsrevisor

* Door de raad van bestuur in geval van een stichting / door het algemeen leidinggevend orgaan in geval van een internationale vereniging zonder winstoogmerk.

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 1.2
-----	--------------	-------------

OPDRACHT VOOR NAZICHT OF CORRECTIE

Facultatieve vermeldingen:

- Indien de jaarrekening werd geverifieerd of gecorrigeerd door een externe accountant of door een bedrijfsrevisor die niet de commissaris is, kunnen hierna worden vermeld: naam, voornamen, beroep en woonplaats van elke externe accountant of bedrijfsrevisor en zijn lidmaatschapsnummer bij zijn Instituut, evenals de aard van zijn opdracht:
 - A. Het voeren van de boekhouding van de vereniging of stichting,
 - B. Het opstellen van de jaarrekening,
 - C. Het verifiëren van de jaarrekening en/of
 - D. Het corrigeren van de jaarrekening.

- Indien taken bedoeld onder A. of onder B. uitgevoerd zijn door erkende boekhouders of door erkende boekhouders-fiscalisten, kunnen hierna worden vermeld: naam, voornamen, beroep en woonplaats van elke erkende boekhouder of erkende boekhouder-fiscalist en zijn lidmaatschapsnummer bij het Beroepsinstituut van erkende Boekhouders en Fiscalisten, evenals de aard van zijn opdracht.

Naam, voornamen, beroep en woonplaats	Lidmaatschapsnummer	Aard van de opdracht (A, B, C en/of D)
ACCOUNTANCY SERVICE BVBA BE 0426.987.070 Brugsevaart 92 9030 Mariakerke (Gent) BELGIE	2202053N85	B

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 2.1
-----	--------------	-------------

BALANS NA WINSTVERDELING

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
ACTIVA				
VASTE ACTIVA		20/28	<u>275.877</u>	<u>413.336</u>
Oprichtingskosten	5.1	20		
Immateriële vaste activa	5.2	21	145.899	250.316
Materiële vaste activa	5.3	22/27	129.978	163.020
Terreinen en gebouwen		22		
In volle eigendom van de vereniging of stichting		22/91		
Overige		22/92		
Installaties, machines en uitrusting		23	4.407	3.869
In volle eigendom van de vereniging of stichting		231	4.407	3.869
Overige		232		
Meubilair en rollend materieel		24	48.327	75.958
In volle eigendom van de vereniging of stichting		241	48.327	75.958
Overig		242		
Leasing en soortgelijke rechten		25		
Overige materiële vaste activa		26	77.244	83.192
In volle eigendom van de vereniging of stichting		261	77.244	83.192
Overige		262		
Activa in aanbouw en vooruitbetalingen		27		
Financiële vaste activa	5.4/5.5.1	28		
Verbonden entiteiten	5.13	280/1		
Deelnemingen		280		
Vorderingen		281		
Andere vennootschappen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat	5.13	282/3		
Deelnemingen		282		
Vorderingen		283		
Andere financiële vaste activa		284/8		
Aandelen		284		
Vorderingen en borgtochten in contanten		285/8		
VLOTTENDE ACTIVA		29/58	<u>13.442.411</u>	<u>10.315.265</u>
Vorderingen op meer dan één jaar		29		
Handelsvorderingen		290		
Overige vorderingen		291		
waarvan niet-rentedragende vorderingen of gekoppeld aan een abnormaal lage rente		2915		
Vorraden en bestellingen in uitvoering		3		
Vorraden		30/36		
Grond- en hulpstoffen		30/31		
Goederen in bewerking		32		
Gereed product		33		
Handelsgoederen		34		
Onroerende goederen bestemd voor verkoop		35		
Vooruitbetalingen		36		
Bestellingen in uitvoering		37		
Vorderingen op ten hoogste één jaar		40/41	6.610.353	7.211.887
Handelsvorderingen		40	6.943	69
Overige vorderingen		41	6.603.410	7.211.818
waarvan niet-rentedragende vorderingen of gekoppeld aan een abnormaal lage rente		415		
Geldbeleggingen	5.5.1/5.6	50/53	600.000	600.000
Liquide middelen		54/58	6.142.833	2.381.061
Overlopende rekeningen	5.6	490/1	89.224	122.317
TOTAAL VAN DE ACTIVA		20/58	13.718.288	10.728.600

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 2.2
-----	--------------	-------------

	Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
PASSIVA				
EIGEN VERMOGEN				
Fondsen van de vereniging of stichting				
Beginvermogen		10/15	1.000.000	800.000
Permanente financiering		10		
		100		
		101		
Herwaarderingsmeerwaarden				
		12		
Bestemde fondsen	5.7	13	1.000.000	800.000
Overgedragen positief (negatief) resultaat (+)/(-)		14		
Kapitaalsubsidies		15		
VOORZIENINGEN				
Voorzieningen voor risico's en kosten		16	542.137	111.172
Pensioenen en soortgelijke verplichtingen		160/5	355.373	
Belastingen		160		
Grote herstellings- en onderhoudswerken		161		
Overige risico's en kosten	5.7	162		
		163/5	355.373	
Voorzieningen voor terug te betalen subsidies en legaten en voor schenkingen met terugnemingsrecht	5.7	168	186.763	111.172
SCHULDEN		17/49	12.176.151	9.817.428
Schulden op meer dan één jaar	5.8	17		
Financiële schulden		170/4		
Achtergestelde leningen		170		
Niet-achtergestelde obligatieleningen		171		
Leasingschulden en soortgelijke schulden		172		
Kredietinstellingen		173		
Overige leningen		174		
Handelsschulden		175		
Leveranciers		1750		
Te betalen wissels		1751		
Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen		176		
Overige schulden		179		
Rentedragend		1790		
Niet-rentedragend of gekoppeld aan een abnormaal lage rente		1791		
Borgtochten ontvangen in contanten		1792		
Schulden op ten hoogste één jaar		42/48	1.801.756	653.040
Schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen	5.8	42		
Financiële schulden		43		
Kredietinstellingen		430/8		
Overige leningen		439		
Handelsschulden		44	144.880	158.565
Leveranciers		440/4	144.880	158.565
Te betalen wissels		441		
Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen		46		
Schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten	5.8	45	395.297	383.931
Belastingen		450/3	1.882	2.068
Bezoldigingen en sociale lasten		454/9	393.415	381.864
Diverse schulden		48	1.261.579	110.544
Vervallen obligaties en coupons, terug te betalen subsidies en borgtochten ontvangen in contanten		480/8		
Andere rentedragende schulden		4890		
Andere schulden, niet-rentedragend of gekoppeld aan een abnormaal lage rente		4891	1.261.579	110.544
Overlopende rekeningen	5.8	492/3	10.374.394	9.164.388
TOTAAL VAN DE PASSIVA		10/49	13.718.288	10.728.600

RESULTATENREKENING

		Toel.	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
Bedrijfsopbrengsten			70/74	19.920.146	17.487.401
Omzet		5.9	70		
Voorraad goederen in bewerking en gereed product en bestellingen in uitvoering: toename (afname) (+)/(-)			71		
Geproduceerde vaste activa			72		
Lidgeld, schenkingen, legaten en subsidies		5.9	73	19.688.327	17.253.238
Andere bedrijfsopbrengsten			74	231.819	234.163
Bedrijfskosten			60/64	19.699.872	17.165.816
Handelsgoederen, grond- en hulpstoffen			60		
Aankopen			600/8		
Voorraad: afname (toename) (+)/(-)			609		
Diensten en diverse goederen			61	15.693.928	14.010.315
Bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen (+)/(-)		5.9	62	3.267.517	2.867.351
Afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa			630	170.687	164.036
Waardeverminderingen op voorraden, op bestellingen in uitvoering en op handelsvorderingen: toevoegingen (terugnemingen) (+)/(-)		5.9	631/4		
Voorzieningen voor risico's en kosten: toevoegingen (bestedingen en terugnemingen) (+)/(-)		5.9	635/8	430.965	74.200
Andere bedrijfskosten		5.9	640/8	136.775	49.914
Als herstructureringskosten geactiveerde bedrijfskosten (-)			649		
Positief (Negatief) bedrijfsresultaat (+)/(-)			9901	220.274	321.585
Financiële opbrengsten			75	6.209	6.150
Opbrengsten uit financiële vaste activa			750		
Opbrengsten uit vlottende activa			751	6.150	6.150
Andere financiële opbrengsten		5.10	752/9	59	0
Financiële kosten		5.10	65	26.482	27.735
Kosten van schulden			650		145
Waardeverminderingen op vlottende activa andere dan voorraden, bestellingen in uitvoering en handelsvorderingen: toevoegingen (terugnemingen) (+)/(-)			651		
Andere financiële kosten			652/9	26.482	27.590
Positief (Negatief) resultaat uit de gewone bedrijfsuitoefening (+)/(-)			9902	200.000	300.000
Uitzonderlijke opbrengsten			76		
Terugneming van afschrijvingen en van waardeverminderingen op immateriële en materiële vaste activa			760		
Terugneming van waardeverminderingen op financiële vaste activa			761		
Terugneming van voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en kosten			762		
Meerwaarden bij de realisatie van vaste activa			763		
Andere uitzonderlijke opbrengsten		5.10	764/9		
Uitzonderlijke kosten			66		
Uitzonderlijke afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten, op immateriële en materiële vaste activa			660		
Waardeverminderingen op financiële vaste activa			661		
Voorzieningen voor uitzonderlijke risico's en kosten: toevoegingen (bestedingen) (+)/(-)			662		
Minderwaarden bij de realisatie van vaste activa			663		
Andere uitzonderlijke kosten		5.10	664/8		
Als herstructureringskosten geactiveerde uitzonderlijke kosten (-)			669		
Positief (Negatief) resultaat van het boekjaar (+)/(-)			9904	200.000	300.000

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 4
-----	--------------	-----------

RESULTAATVERWERKING

		Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
Te bestemmen positief (negatief) resultaat	(+)/(-)	9906	200.000	300.000
Te bestemmen positief (negatief) resultaat van het boekjaar	(+)/(-)	9905	200.000	300.000
Overgedragen positief (negatief) resultaat van het vorige boekjaar	(+)/(-)	14P		
Onttrekking aan het eigen vermogen		791/2		
aan de fondsen van de vereniging of stichting		791		
aan de bestemde fondsen		792		
Toevoeging aan de bestemde fondsen		692	200.000	300.000
Over te dragen positief (negatief) resultaat	(+)/(-)	14		

TOELICHTING
STAAT VAN DE IMMATERIËLE VASTE ACTIVA

**CONCESSIES, OCTROOIEN, LICENTIES, KNOWHOW,
 MERKEN EN SOORTGELIJKE RECHTEN**

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

Aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa

Overdrachten en buitengebruikstellingen

Overboekingen van een post naar een andere (+)/(-)

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar

Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar

Mutaties tijdens het boekjaar

Geboekt

Teruggenomen

Verworven van derden

Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen

Overgeboekt van een post naar een andere (+)/(-)

Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar

NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
8052P	XXXXXXXXXX	618.749
8022	21.498	
8032		
8042		
8052	640.247	
8122P	XXXXXXXXXX	368.433
8072	125.915	
8082		
8092		
8102		
8112		
8122	494.348	
211	145.899	

STAAT VAN DE MATERIËLE VASTE ACTIVA
INSTALLATIES, MACHINES EN UITRUSTING
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar
Mutaties tijdens het boekjaar

Aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa

Overdrachten en buitengebruikstellingen

Overboekingen van een post naar een andere (+)/(-)

Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar
Meerwaarden per einde van het boekjaar
Mutaties tijdens het boekjaar

Geboekt

Verworven van derden

Afgeboekt

Overgeboekt van een post naar een andere (+)/(-)

Meerwaarden per einde van het boekjaar
Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar
Mutaties tijdens het boekjaar

Geboekt

Teruggenomen

Verworven van derden

Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen

Overgeboekt van een post naar een andere (+)/(-)

Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar
NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR
WAARVAN
In volle eigendom van de vereniging of stichting

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
8192P	XXXXXXXXXX	10.861
8162	1.944	
8172		
8182		
8192	12.805	
8252P	XXXXXXXXXX	
8212		
8222		
8232		
8242		
8252		
8322P	XXXXXXXXXX	6.992
8272	1.406	
8282		
8292		
8302		
8312		
8322	8.398	
23	4.407	
231	4.407	

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 5.3.3
-----	--------------	---------------

	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
MEUBILAIR EN ROLLEND MATERIEEL			
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar	8193P	XXXXXXXXXX	314.004
Mutaties tijdens het boekjaar			
Aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa	8163	5.028	
Overdrachten en buitengebruikstellingen	8173		
Overboekingen van een post naar een andere (+)/(-)	8183		
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar	8193	319.032	
Meerwaarden per einde van het boekjaar	8253P	XXXXXXXXXX	
Mutaties tijdens het boekjaar			
Geboekt	8213		
Verworven van derden	8223		
Afgeboekt	8233		
Overgeboekt van een post naar een andere (+)/(-)	8243		
Meerwaarden per einde van het boekjaar	8253		
Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar	8323P	XXXXXXXXXX	238.045
Mutaties tijdens het boekjaar			
Geboekt	8273	32.659	
Teruggenomen	8283		
Verworven van derden	8293		
Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen	8303		
Overgeboekt van een post naar een andere (+)/(-)	8313		
Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar	8323	270.704	
NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR	24	48.327	
WAARVAN			
In volle eigendom van de vereniging of stichting	241	48.327	

	Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
OVERIGE MATERIËLE VASTE ACTIVA			
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar	8195P	XXXXXXXXXX	206.518
Mutaties tijdens het boekjaar			
Aanschaffingen, met inbegrip van de geproduceerde vaste activa	8165	4.759	
Overdrachten en buitengebruikstellingen	8175		
Overboekingen van een post naar een andere (+)/(-)	8185		
Aanschaffingswaarde per einde van het boekjaar	8195	211.277	
Meerwaarden per einde van het boekjaar	8255P	XXXXXXXXXX	
Mutaties tijdens het boekjaar			
Geboekt	8215		
Verworven van derden	8225		
Afgeboekt	8235		
Overgeboekt van een post naar een andere (+)/(-)	8245		
Meerwaarden per einde van het boekjaar	8255		
Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar	8325P	XXXXXXXXXX	123.326
Mutaties tijdens het boekjaar			
Geboekt	8275	10.707	
Teruggenomen	8285		
Verworven van derden	8295		
Afgeboekt na overdrachten en buitengebruikstellingen	8305		
Overgeboekt van een post naar een andere (+)/(-)	8315		
Afschrijvingen en waardeverminderingen per einde van het boekjaar	8325	134.033	
NETTOBOEKWAARDE PER EINDE VAN HET BOEKJAAR	26	<u>77.244</u>	
WAARVAN			
In volle eigendom van de vereniging of stichting	261	77.244	

GELDBELEGGINGEN EN OVERLOPENDE REKENINGEN (ACTIVA)

GELDBELEGGINGEN

Aandelen

Boekwaarde verhoogd met het niet-opgevraagde bedrag

Niet-opgevraagd bedrag

Vastrentende effecten

Vastrentende effecten uitgegeven door kredietinstellingen

Termijnrekeningen bij kredietinstellingen

Met een resterende looptijd of opzegtermijn van
hoogstens één maand

meer dan één maand en hoogstens één jaar

meer dan één jaar

Hierboven niet-opgenomen overige geldbeleggingen

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
51		
8681		
8682		
52		
8684		
53	600.000	600.000
8686		
8687		
8688	600.000	600.000
8689		

OVERLOPENDE REKENINGEN

Uitsplitsing van de post 490/1 van de activa indien daaronder een belangrijk bedrag voorkomt

Over te dragen diverse kosten

Over te dragen portkosten

Boekjaar
87.938
1.286

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 5.7
-----	--------------	-------------

STAAT VAN DE BESTEMDE FONDSEN EN VOORZIENINGEN

STAAT VAN DE BESTEMDE FONDSEN

Waarderingsregels gekozen om de bestemde bedragen te bepalen

De bestemde fondsen worden door de Algemene vergadering beslist op voordracht van de Raad van Bestuur,
Bestemde fondsen voor het Algemene Reservefonds: 200.000,00 euro

VOORZIENINGEN

Uitsplitsing van de post 163/5 van de passiva indien daaronder een belangrijk bedrag voorkomt

Nieuw boekhoudtool ERP

Uitsplitsing van de post 168 van de passiva indien daaronder een belangrijk bedrag voorkomt

Voorzieningen voor terug te betalen subsidies van de overheid

Boekjaar
355.373
186.763

STAAT VAN DE SCHULDEN EN OVERLOPENDE REKENINGEN (PASSIVA)

UITSPLITSING VAN DE SCHULDEN MET EEN OORSPRONKELIJKE LOOPTIJD VAN MEER DAN ÉÉN JAAR, NAARGELANG HUN RESTERENDE LOOPTIJD

Schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen

Financiële schulden

Achtergestelde leningen

Niet-achtergestelde obligatieleningen

Leasingschulden en soortgelijke schulden

Kredietinstellingen

Overige leningen

Handelsschulden

Leveranciers

Te betalen wissels

Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen

Overige schulden

Totaal der schulden op meer dan één jaar die binnen het jaar vervallen

Schulden met een resterende looptijd van meer dan één jaar doch hoogstens 5 jaar

Financiële schulden

Achtergestelde leningen

Niet-achtergestelde obligatieleningen

Leasingschulden en soortgelijke schulden

Kredietinstellingen

Overige leningen

Handelsschulden

Leveranciers

Te betalen wissels

Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen

Overige schulden

Totaal der schulden met een resterende looptijd van meer dan één jaar doch hoogstens 5 jaar

Schulden met een resterende looptijd van meer dan 5 jaar

Financiële schulden

Achtergestelde leningen

Niet-achtergestelde obligatieleningen

Leasingschulden en soortgelijke schulden

Kredietinstellingen

Overige leningen

Handelsschulden

Leveranciers

Te betalen wissels

Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen

Overige schulden

Totaal der schulden met een resterende looptijd van meer dan 5 jaar

Codes	Boekjaar
8801	
8811	
8821	
8831	
8841	
8851	
8861	
8871	
8881	
8891	
8901	
42	
8802	
8812	
8822	
8832	
8842	
8852	
8862	
8872	
8882	
8892	
8902	
8912	
8803	
8813	
8823	
8833	
8843	
8853	
8863	
8873	
8883	
8893	
8903	
8913	

GEWAARBORGDE SCHULDEN

Door Belgische overheidsinstellingen gewaARBORGDE schulden

Financiële schulden

Achtergestelde leningen

Niet-achtergestelde obligatieleningen

Leasingschulden en soortgelijke schulden

Kredietinstellingen

Overige leningen

Handelsschulden

Leveranciers

Te betalen wissels

Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen

Schulden met betrekking tot bezoldigingen en sociale lasten

Overige schulden

Codes	Boekjaar
8921	
8931	
8941	
8951	
8961	
8971	
8981	
8991	
9001	
9011	
9021	
9051	

**Totaal van de door Belgische overheidsinstellingen gewaarborgde schulden
Schulden gewaarborgd door zakelijke zekerheden gesteld of onherroepelijk beloofd op
activa van de vereniging of stichting**

Financiële schulden	
Achtergestelde leningen	
Niet-achtergestelde obligatieleningen	
Leasingschulden en soortgelijke schulden	
Kredietinstellingen	
Overige leningen	
Handelsschulden	
Leveranciers	
Te betalen wissels	
Ontvangen vooruitbetalingen op bestellingen	
Schulden met betrekking tot belastingen, bezoldigingen en sociale lasten	
Belastingen	
Bezoldigingen en sociale lasten	
Overige schulden	
Totaal der schulden gewaarborgd door zakelijke zekerheden gesteld of onherroepelijk beloofd op activa van de vereniging of stichting	

Codes	Boekjaar
9061	
8922	
8932	
8942	
8952	
8962	
8972	
8982	
8992	
9002	
9012	
9022	
9032	
9042	
9052	
9062	

**SCHULDEN MET BETREKKING TOT BELASTINGEN, BEZOLDIGINGEN EN
SOCIALE LASTEN**

Belastingen	
Vervallen belastingschulden	
Niet-vervallen belastingschulden	
Geraamde belastingschulden	
Bezoldigingen en sociale lasten	
Vervallen schulden ten aanzien van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid	
Andere schulden met betrekking tot bezoldigingen en sociale lasten	

Codes	Boekjaar
9072	
9073	1.882
450	
9076	
9077	393.415

OVERLOPENDE REKENINGEN

Uitsplitsing van de post 492/3 van de passiva indien daaronder een belangrijk bedrag voorkomt

Toe te rekenen diverse kosten	
Over te dragen inkomsten C1212	
Over te dragen inkomsten DGD ZW	
Regionale overheid	

Boekjaar
1.255.906
37.043
9.062.046
19.400

BEDRIJFSRESULTATEN

BEDRIJFSOPBRENGSTEN

Netto-omzet

Uitsplitsing per bedrijfscategorie

Uitsplitsing per geografische markt

Lidgeld, schenkingen, legaten en subsidies

Lidgeld

Schenkingen

Legaten

Kapitaal- en intrestsubsidies, exploitatiesubsidies en compenserende bedragen ter vermindering van de loonkost

BEDRIJFSKOSTEN

Werknemers waarvoor de vereniging of stichting een DIMONA-verklaring heeft ingediend of die zijn ingeschreven in het algemeen personeelsregister

Totaal aantal op de afsluitingsdatum

Gemiddeld personeelsbestand berekend in voltijdse equivalenten

Aantal daadwerkelijk gepresteerde uren

Personeelskosten

Bezoldigingen en rechtstreekse sociale voordelen

Werkgeversbijdragen voor sociale verzekeringen

Werkgeverspremies voor bovenwettelijke verzekeringen

Andere personeelskosten

Ouderdoms- en overlevingspensioenen

Voorzieningen voor pensioenen en soortgelijke verplichtingen

Toevoegingen (bestedingen en terugnemingen) (+)/(-)

Waardeverminderingen

Op voorraden en bestellingen in uitvoering

Geboekt

Teruggenomen

Op handelsvorderingen

Geboekt

Teruggenomen

Voorzieningen voor risico's en kosten

Toevoegingen

Bestedingen en terugnemingen

Andere bedrijfskosten

Bedrijfsbelastingen en -taksen

Andere

Uitzendkrachten en ter beschikking van de vereniging of stichting gestelde personen

Totaal aantal op de afsluitingsdatum

Gemiddeld aantal berekend in voltijdse equivalenten

Aantal daadwerkelijk gepresteerde uren

Kosten voor de vereniging of stichting

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
730/1		
732/3	12.530.282	11.940.222
734/5	828.240	293.310
736/8	6.329.804	5.019.706
9086	51	53
9087	50,6	44,3
9088	78.564	68.539
620	2.273.002	1.996.603
621	697.022	610.144
622	134.367	113.467
623	163.125	147.137
624		
635		
9110		
9111		
9112		
9113		
9115	430.965	74.200
9116		
640	36.867	
641/8	99.909	49.914
9096		
9097		
9098		
617		

FINANCIËLE EN UITZONDERLIJKE RESULTATEN

FINANCIËLE RESULTATEN

Andere financiële opbrengsten

Uitsplitsing van de overige financiële opbrengsten
 Betalingsverschillen

Afschrijving van kosten bij uitgifte van leningen en van disagio

Geactiveerde intercalaire interesten

Waardeverminderingen op vlottende activa

Geboekt

Teruggenomen

Andere financiële kosten

Bedrag van het disconto ten laste van de vereniging of stichting bij de verhandeling van vorderingen

Voorzieningen met financieel karakter

Toevoegingen

Bestedingen en terugnemingen

Uitsplitsing van de overige financiële kosten

Bankkosten

Roerende voorheffing bankintresten

Autres impôts

Betalingsverschillen

Wisselkoersverschillen

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
	59	0
6501		
6503		
6510		
6511		
653		
6560		
6561		
	22.940	23.788
	1.845	1.845
	1.631	1.917
	0	40
	45	

UITZONDERLIJKE RESULTATEN

Uitsplitsing van de andere uitzonderlijke opbrengsten

Uitsplitsing van de andere uitzonderlijke kosten

Andere uitzonderlijke kosten

Boekjaar
10.527

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 5.11
-----	--------------	--------------

TAKSEN

**BELASTING OP DE TOEGEVOEGDE WAARDE EN
BELASTINGEN TEN LASTE VAN DERDEN**

In rekening gebrachte belasting op de toegevoegde waarde

Aan de vereniging of stichting (aftrekbaar)

Door de vereniging of stichting

Ingehouden bedragen ten laste van derden als

Bedrijfsvoorheffing

Roerende voorheffing

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
9145	17.970	0
9146	11.124	25.665
9147	524.202	462.779
9148		

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 5.12
-----	--------------	--------------

NIET IN DE BALANS OPGENOMEN RECHTEN EN VERPLICHTINGEN

**DOOR DE VERENIGING OF STICHTING GESTELDE OF ONHERROEPELIJK
BELOOFDE PERSOONLIJKE ZEKERHEDEN ALS WAARBORG VOOR SCHULDEN
OF VERPLICHTINGEN VAN DERDEN**

Waarvan

- Door de vereniging of stichting geëndosseerde handelseffecten in omloop
- Door de vereniging of stichting getrokken of voor aval getekende handelseffecten
- Maximumbedrag ten belope waarvan andere verplichtingen van derden door de vereniging of stichting zijn gewaarborgd

ZAKELIJKE ZEKERHEDEN

**Zakelijke zekerheden die door de vereniging of stichting op haar eigen activa werden
gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden en verplichtingen van de
vereniging of stichting**

Hypotheken

- Boekwaarde van de bezwaarde activa
- Bedrag van de inschrijving
- Pand op het handelsfonds - Bedrag van de inschrijving
- Pand op andere activa - Boekwaarde van de in pand gegeven activa
- Zekerheden op nog te verwerven activa - Bedrag van de betrokken activa

**Zakelijke zekerheden die door de vereniging of stichting op haar eigen activa werden
gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden en verplichtingen van
derden**

Hypotheken

- Boekwaarde van de bezwaarde activa
- Bedrag van de inschrijving
- Pand op het handelsfonds - Bedrag van de inschrijving
- Pand op andere activa - Boekwaarde van de in pand gegeven activa
- Zekerheden op nog te verwerven activa - Bedrag van de betrokken activa

**GOEDEREN EN WAARDEN GEHOUDEN DOOR DERDEN IN HUN NAAM MAAR
TEN BATE EN OP RISICO VAN DE VERENIGING OF STICHTING, VOOR ZOVER
DEZE GOEDEREN EN WAARDEN NIET IN DE BALANS ZIJN OPGENOMEN**

BELANGRIJKE VERPLICHTINGEN TOT AANKOOP VAN VASTE ACTIVA

BELANGRIJKE VERPLICHTINGEN TOT VERKOOP VAN VASTE ACTIVA

TERMIJNVERRICHTINGEN

- Gekochte (te ontvangen) goederen
- Verkochte (te leveren) goederen
- Gekochte (te ontvangen) deviezen
- Verkochte (te leveren) deviezen

**VERPLICHTINGEN VOORTVLOEIEND UIT DE TECHNISCHE WAARBORGEN VERBONDEN AAN REEDS
GEPRESTEERDE VERKOPEN OF DIENSTEN**

BELANGRIJKE HANGENDE GESCHILLEN EN ANDERE BELANGRIJKE VERPLICHTINGEN

Codes	Boekjaar
9149	
9150	
9151	
9153	
9161	
9171	
9181	
9191	200.000
9201	
9162	
9172	
9182	
9192	
9202	
9213	
9214	
9215	
9216	

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 5.12
-----	--------------	--------------

IN VOORKOMEND GEVAL, BEKNOPT BESCHRIJVING VAN DE REGELING INZAKE HET AANVULLEND RUST- OF OVERLEVINGSPENSIOEN TEN BEHOEVE VAN DE PERSONEELS- OF DIRECTIELEDEN, MET OPGAVE VAN DE GENOMEN MAATREGELEN OM DE DAARUIT VOORTVLOEIENDE KOSTEN TE DEKKEN

PENSIOENEN DIE DOOR DE VERENIGING OF STICHTING ZELF WORDEN GEDRAGEN

Geschat bedrag van de verplichtingen die voortvloeien uit reeds gepresteerd werk

Basis en wijze waarop dit bedrag wordt berekend

Code	Boekjaar
9220	

AARD EN DOEL VAN BUITENBALANS REGELINGEN

Mits de risico's of voordelen die uit dergelijke regelingen voortvloeien van enige betekenis zijn en voor zover de openbaarmaking van dergelijke risico's of voordelen noodzakelijk is voor de beoordeling van de financiële positie van de vereniging of stichting; indien vereist moeten de financiële gevolgen van deze regelingen voor de vereniging of stichting eveneens worden vermeld

ANDERE NIET IN DE BALANS OPGENOMEN RECHTEN EN VERPLICHTINGEN

Verplichtingen buiten balans:

- Bankwaarborg VDK voor huur ten bedrage van € 111.613,50.

BETREKKINGEN MET VERBONDEN ENTITEITEN EN MET VENNOOTSCHAPPEN WAARMEE EEN DEELNEMINGSVERHOUDING BESTAAT

VERBONDEN ENTITEITEN

Financiële vaste activa

Deelnemingen

Achtergestelde vorderingen

Andere vorderingen

Vorderingen op verbonden entiteiten

Op meer dan één jaar

Op hoogstens één jaar

Geldbeleggingen

Aandelen

Vorderingen

Schulden

Op meer dan één jaar

Op hoogstens één jaar

Persoonlijke en zakelijke zekerheden

Door de vereniging of stichting gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden of verplichtingen van verbonden entiteiten

Door verbonden entiteiten gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden of verplichtingen van de vereniging of stichting

Andere betekenisvolle financiële verplichtingen

Financiële resultaten

Opbrengsten uit financiële vaste activa

Opbrengsten uit vlottende activa

Andere financiële opbrengsten

Kosten van schulden

Andere financiële kosten

Realisatie van vaste activa

Verwezenlijkte meerwaarden

Verwezenlijkte minderwaarden

Omzet, lidgeld, schenkingen, legaten en subsidies alsook andere bedrijfsopbrengsten

VENNOOTSCHAPPEN WAARMEE EEN DEELNEMINGSVERHOUDING BESTAAT

Financiële vaste activa

Deelnemingen

Achtergestelde vorderingen

Andere vorderingen

Vorderingen

Op meer dan één jaar

Op hoogstens één jaar

Schulden

Op meer dan één jaar

Op hoogstens één jaar

Codes	Boekjaar	Vorig boekjaar
280/1		
280		
9271		
9281		
9291		
9301		
9311		
9321		
9331		
9341		
9351	1.261.579	110.544
9361		
9371	1.261.579	110.544
9381		
9391		
9401		
9421		
9431		
9441		
9461		
9471		
9481		
9491		
9493		
282/3		
282		
9272		
9282		
9292		
9302		
9312		
9352		
9362		
9372		

TRANSACTIES MET VERBONDEN PARTIJEN BUITEN NORMALE MARKTVOORWAARDEN

Vermelding van dergelijke transacties indien zij van enige betekenis zijn en niet conform de voorwaarden die passen binnen het in de statuten omschreven doel van de vereniging of stichting zijn verricht, met opgave van het bedrag van deze transacties, de aard van de betrekking met de verbonden partij, alsmede andere informatie over de transacties die nodig is voor het verkrijgen van inzicht in de financiële positie van de vereniging of stichting

Nihil

Boekjaar

FINANCIËLE BETREKKINGEN MET
BESTUURDERS EN NATUURLIJKE OF RECHTSPERSONEN DIE DE VERENIGING OF STICHTING RECHTSTREEKS OF ONRECHTSTREEKS CONTROLEREN ZONDER VERBONDEN ENTITEITEN TE ZIJN, OF ANDERE ENTITEITEN DIE DOOR DEZE PERSONEN RECHTSTREEKS OF ONRECHTSTREEKS GECONTROLEERD WORDEN
Uitstaande vorderingen op deze personen

Voorwaarden betreffende de uitstaande vorderingen

Waarborgen toegestaan in hun voordeel

Voornaamste voorwaarden van de toegestane waarborgen

Andere betekenisvolle verplichtingen aangegaan in hun voordeel

Voornaamste voorwaarden van deze verplichtingen

Rechtstreekse en onrechtstreekse bezoldigingen en ten laste van de resultatenrekening toegekende pensioenen, voor zover deze vermelding niet uitsluitend of hoofdzakelijk betrekking heeft op de toestand van een enkel identificeerbaar persoon

Aan bestuurders

Aan oud-bestuurders

Codes	Boekjaar
9500	
9501	
9502	
9503	
9504	

DE COMMISSARIS(SEN) EN DE PERSONEN MET WIE HIJ (ZIJ) VERBONDEN IS (ZIJN)
Bezoldiging van de commissaris(sen)
Bezoldiging voor uitzonderlijke werkzaamheden of bijzondere opdrachten uitgevoerd binnen de vereniging of stichting door de commissaris(sen)

Andere controleopdrachten

Belastingadviesopdrachten

Andere opdrachten buiten de revisorale opdrachten

Bezoldiging voor uitzonderlijke werkzaamheden of bijzondere opdrachten uitgevoerd binnen de vereniging of stichting door personen met wie de commissaris(sen) verbonden is (zijn)

Andere controleopdrachten

Belastingadviesopdrachten

Andere opdrachten buiten de revisorale opdrachten

Codes	Boekjaar
9505	9.000
95061	3.000
95062	
95063	
95081	
95082	
95083	

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 6
-----	--------------	-----------

SOCIALE BALANS

Nummers van de paritaire comités die voor de vereniging of stichting bevoegd zijn:

32903

Staat van de tewerkgestelde personen

Werknemers waarvoor de vereniging of stichting een DIMONA-verklaring heeft ingediend of die zijn ingeschreven in het algemeen personeelsregister

Tijdens het boekjaar	Codes	Totaal	1. Mannen	2. Vrouwen
Gemiddeld aantal werknemers				
Voltijds	1001	41,6	9,9	31,7
Deeltijds	1002	12,4	0,8	11,6
Totaal in voltijdse equivalenten (VTE)	1003	50,6	10,4	40,2
Aantal daadwerkelijk gepresteerde uren				
Voltijds	1011	65.770	15.810	49.960
Deeltijds	1012	12.794	885	11.909
Totaal	1013	78.564	16.695	61.869
Personeelskosten				
Voltijds	1021	2.665.679	785.557	1.880.122
Deeltijds	1022	601.838	34.760	567.078
Totaal	1023	3.267.517	820.317	2.447.200
Bedrag van de voordelen bovenop het loon	1033			

Tijdens het vorige boekjaar	Codes	P. Totaal	1P. Mannen	2P. Vrouwen
Gemiddeld aantal werknemers in VTE	1003	44,3	10,8	33,5
Aantal daadwerkelijk gepresteerde uren	1013	68.539	17.264	51.275
Personeelskosten	1023	2.867.351	852.151	2.015.201
Bedrag van de voordelen bovenop het loon	1033			

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 6
-----	--------------	-----------

Werknemers waarvoor de vereniging of stichting een DIMONA-verklaring heeft ingediend of die zijn ingeschreven in het algemeen personeelsregister (vervolg)

Op de afsluitingsdatum van het boekjaar	Codes	1. Voltijds	2. Deeltijds	3. Totaal in voltijdse equivalenten
Aantal werknemers	105	40	11	48
Volgens de aard van de arbeidsovereenkomst				
Overeenkomst voor een onbepaalde tijd	110	40	11	48
Overeenkomst voor een bepaalde tijd	111			
Overeenkomst voor een duidelijk omschreven werk	112			
Vervangingsovereenkomst	113			
Volgens het geslacht en het studieniveau				
Mannen	120	14		14
lager onderwijs	1200	8		8
secundair onderwijs	1201			
hoger niet-universitair onderwijs	1202			
universitair onderwijs	1203	6		6
Vrouwen	121	26	11	34
lager onderwijs	1210	16	10	23,1
secundair onderwijs	1211			
hoger niet-universitair onderwijs	1212	2		2
universitair onderwijs	1213	8	1	8,9
Volgens de beroepscategorie				
Directiepersoneel	130			
Bedienden	134	40	11	48
Arbeiders	132			
Andere	133			

Uitzendkrachten en ter beschikking van de vereniging of stichting gestelde personen

Tijdens het boekjaar

Gemiddeld aantal tewerkgestelde personen
Aantal daadwerkelijk gepesteeerde uren
Kosten voor de vereniging of stichting

Codes	1. Uitzendkrachte	2. Ter beschikking van de vereniging of stichting gestelde personen
150		
151		
152		

Tabel van het personeelsverloop tijdens het boekjaar

Ingetreden

Aantal werknemers waarvoor de vereniging of stichting tijdens het boekjaar een DIMONA-verklaring heeft ingediend of die tijdens het boekjaar werden ingeschreven in het algemeen personeelsregister

Volgens de aard van de arbeidsovereenkomst

- Overeenkomst voor een onbepaalde tijd
- Overeenkomst voor een bepaalde tijd
- Overeenkomst voor een duidelijk omschreven werk
- Vervangingsovereenkomst

Codes	1. Voltijds	2. Deeltijds	3. Totaal in voltijdse equivalenten
205	19	2	20,6
210	19	1	19,8
211		1	0,8
212			
213			

Uitgetreden

Aantal werknemers met een in de DIMONA-verklaring aangegeven of een in het algemeen personeelsregister opgetekende datum waarop hun overeenkomst tijdens het boekjaar een einde nam

Volgens de aard van de arbeidsovereenkomst

- Overeenkomst voor een onbepaalde tijd
- Overeenkomst voor een bepaalde tijd
- Overeenkomst voor een duidelijk omschreven werk
- Vervangingsovereenkomst

Volgens de reden van beëindiging van de overeenkomst

- Pensioen
- Werkloosheid met bedrijfstoelage
- Afdanking
- Andere reden
- Waarvan: het aantal werknemers dat als zelfstandige ten minste op halftijdse basis diensten blijft verlenen aan de vereniging of stichting

Codes	1. Voltijds	2. Deeltijds	3. Totaal in voltijdse equivalenten
305	19	4	22,2
310	19	3	21,4
311		1	0,8
312			
313			
340			
341			
342			
343	19	4	22,2
350			

Inlichtingen over de opleidingen voor de werknemers tijdens het boekjaar

	Codes	Mannen	Codes	Vrouwen
Totaal van de formele voortgezette beroepsopleidingsinitiatieven ten laste van de werkgever				
Aantal betrokken werknemers	5801		5811	
Aantal gevolgde opleidingsuren	5802		5812	
Nettokosten voor de vereniging of stichting	5803		5813	
waarvan brutokosten rechtstreeks verbonden met de opleiding	58031		58131	
waarvan betaalde bijdragen en stortingen aan collectieve fondsen	58032		58132	
waarvan ontvangen tegemoetkomingen (in mindering)	58033		58133	
Totaal van de minder formele en informele voortgezette beroepsopleidingsinitiatieven ten laste van de werkgever				
Aantal betrokken werknemers	5821		5831	
Aantal gevolgde opleidingsuren	5822		5832	
Nettokosten voor de vereniging of stichting	5823		5833	
Totaal van de initiële beroepsopleidingsinitiatieven ten laste van de werkgever				
Aantal betrokken werknemers	5841		5851	
Aantal gevolgde opleidingsuren	5842		5852	
Nettokosten voor de vereniging of stichting	5843		5853	

Nr.	BE0425420917	VOL-vzw 7
-----	--------------	-----------

WAARDERINGSREGELS

I. Beginsel

De waarderingsregels worden vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van Vennootschappen.

Ten behoeve van het getrouwe beeld wordt in de volgende uitzonderingsgevallen afgeweken van de bij dit besluit bepaalde waarderingsregels: nihil

De waarderingsregels werden ten opzichte van het vorige boekjaar qua verwoording of toepassing gewijzigd.

De resultatenrekening wordt niet op belangrijke wijze beïnvloed door opbrengsten en kosten die aan een vorig boekjaar moeten worden toegerekend.

II. Bijzondere regels

Materiële vaste activa:

In de loop van het boekjaar werden geen materiële vaste activa geherwaardeerd.

Afschrijvingen geboekt tijdens het boekjaar:

	Methode (L D A)	Basis (NG G)	Hoofdsom		Bijkomende kost	
			Min	Max	Min	Max
Activa (excl. leasing)						
2 Immateriële vaste activa	L	NG	20,00	25,00		
4 Installaties, machines en uitrusting	L	NG	10,00	20,00		
6 Kantooormaterieel & meubilair	L	NG	20,00	33,33		
7 Andere materiële vaste activa	L	NG	10,00			

Schulden:

De passiva bevatten geen schulden op lange termijn, zonder rente of met een abnormaal lage rente.

Vreemde valuta:

De omrekening in Eur van tegoeden, schulden en verbintenissen in vreemde valuta gebeurt op volgende grondslagen: Omrekening tegen de koers op het ogenblik van het ontstaan met aanpassing op jaareinde naar jaareindekoers.

Verplichtingen buiten balans:

- bankwaarborg VDK voor huur ten bedrage van € 111.613,50

Legaten:

	Erkend als inkomsten bij:	
	Aangifte van nalatenschap	Ontvangst van de gelden
Financiële tegoeden:		
< 250.000,00	100%	
> 250.000,00	100% op € 250.000,00 25% op restbedrag	75% op restbedrag
Roerende goederen:		
< 25.000,00	100%	
> 25.000,00	100% op € 25.000,00 25% op restbedrag	75% op restbedrag
Onroerende goederen:	25%	75%

Subsidies:

- Subsidies worden toegekend voor projecten/ programma's die over verschillende fiscale jaren kunnen lopen.
- De inkomsten uit subsidies worden erkend op het moment dat ze zeker zijn en enkel voor het gedeelte dat op het fiscale jaar betrekking heeft.
- De subsidie wordt lineair over de looptijd van het project in resultaat genomen.
- Indien de cash ontvangst in het huidige fiscale jaar groter is dan het gedeelte van de subsidie toegewezen aan het huidige fiscale jaar, dan wordt dit gedeelte op de balans onder de overgedragen opbrengsten opgenomen.

Voor de inkomsten, ontvangen uit het consortium 1212, wordt vanaf het fiscale jaar 2017 dezelfde logica gehanteerd. Voor deze inkomsten uit 1212 worden de voorziene werkingskosten in België wel onmiddellijk in resultaat genomen.

Voor inkomsten vanwege DGD, werden voorzieningen aangelegd tussen de 2% en 5% van de toegewezen subsidies en dit er dekking van niet tijdig afgeronde projecten. Deze percentages zullen jaarlijks herzien worden op basis van de gerealiseerde uitgaven in het Zuiden.

Toelichting bij code 61 "diensten en diverse goederen"

	Boekjaar	Vorig boekjaar
61 - Diensten en diverse goederen	15 693 928,05	14 010 315,26
Directe Programma-uitgaven *	13 350 417,91	11 748 786,11
Overige diensten en diverse goederen	2 343 510,14	2 261 529,15

* Directe Programma-uitgaven zijn bestedingen ter realisatie van de doelstelling van Plan België: de structurele verbetering van de leefomstandigheden van kinderen in het zuiden.

Algemene Reservefonds:

Plan België legt jaarlijks via bestemde fondsen reserves aan voor het Algemene Reservefonds bij beslissing van de Algemene Vergadering.